



**HAL**  
open science

## Voyage aux estremi

Julien Giudicelli

► **To cite this version:**

Julien Giudicelli. Voyage aux estremi. Le Voyage d'Italie. Etudes de droits français, italien et comparé. Mélanges en l'honneur du Professeur Maryse Baudrez, A paraître. hal-04242267

**HAL Id: hal-04242267**

**<https://hal.science/hal-04242267v1>**

Submitted on 21 Oct 2023

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution 4.0 International License

## **VOYAGE AUX *ESTREMI*** **Invariants des extrêmes droites italienne et française**

Julien GIUDICELLI, Maître de conférences HDR en droit public,  
Membre de l'Institut de Recherche Montesquieu, EA 7434 Université de Bordeaux.  
Membre associé du CDPC Jean-Claude Escarras UMR-CNRS 7318 DICE.

« N'incitez pas les mots à faire une politique  
de masse. Le fond de cet océan dérisoire est  
pavé des cristaux de notre sang ».

René Char  
*Fenêtres dormantes et porte sur le toit,*  
Gallimard, 1979.

« On peut jouer au fascisme de mille façons,  
sans jamais que le nom du jeu ne change ».

Umberto Eco,  
*Reconnaître le fascisme,*  
Grasset, 1997.

On ne prête pas assez attention au verbe. Aux discours, aux écrits politiques. Aux mots qu'ils véhiculent et sont, déjà, en réalité des actes, en ce qu'ils manifestent un combat, la projection d'une action à venir, dans la perspective de conquête du pouvoir. *Quand dire c'est faire* nous enseignait pourtant, en 1962, John Austin.

Pour seule preuve, hélas aussi emblématique que tragique, l'analyse que faisait Léon Blum d'Hitler, qu'il percevait inoffensif. L'ancien dreyfusard n'avait pas donné crédit aux mots du caporal autrichien arborant fièrement en toute occasion sa croix de fer. Après le reflux relatif du parti nazi lors des élections législatives du 6 novembre 1932, qui n'empêchèrent pourtant pas Hitler d'être nommé Chancelier par le président Hindenburg moins de trois mois plus tard (30 janvier 1933), le futur président du Conseil du Front populaire écrivait le surlendemain, dans le journal socialiste qu'il dirigeait, *Le Populaire* : « Hitler est désormais exclu du pouvoir ; il est même exclu, si je puis dire, de l'espérance du pouvoir ». Le 18 janvier 1933, la nomination du chef du parti nazi devenant en fait de plus en plus probable, il affirmait dans le même quotidien, sans être plus clairvoyant : « Il est infiniment peu probable qu'une fois installé au gouvernement, Hitler se livre à des provocations directes soit vis-à-vis de la France, soit vis-à-vis des puissances de l'Est. Comme tous les aventuriers parvenus au pouvoir, il s'efforcera sans doute de prendre rang parmi les hommes d'État réguliers, parmi les puissances établies. Révolutionnaire, il s'incline aujourd'hui devant la légalité allemande. Nationaliste, il s'inclinerait demain devant la légalité internationale »<sup>1</sup>. Et pourtant, Hitler avait tout dit, tout écrit. Et pourtant, Léon Blum fut déporté en 1943 à Buchenwald dont il ne réchappa que par miracle. Et pourtant, son frère René fut brûlé vif dans l'un des fours crématoires de Birkenau, le jour de son arrivée, en 1942.

---

<sup>1</sup> Source : J. MAITRON (dir.), *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier français*, Ivry sur Seine, Éditions de l'Atelier, 1982, tome 18, De la Première à la Seconde Guerre mondiale.

On ne prête pas assez attention au verbe. Aux discours, aux écrits politiques. Alors prenons au sérieux à présent la citation suivante : « Dans quarante ans, le pullulement des espèces humaines ressuscitera les Grandes Invasions. Déjà elles ont commencé. Nos continents qui bougent, c'est l'ombre de Gengis Khan qui se dresse lentement dans le ciel. Demain, la politique mondiale se définira en termes entièrement nouveaux. La race blanche ne luttera plus pour sa prédominance économique ou politique, elle luttera pour sa survie biologique »<sup>2</sup>. Ces phrases, écrites par Maurice Bardèche dans le contexte de la Guerre d'Algérie, doctrinaire d'une pensée fasciste entièrement revendiquée, antisémite notoire, idéologue reconnu et estimé de son camp, disent déjà tout, dans leur formulation aussi édifiante que glaçante.

Cent ans après la Marche sur Rome, Giorgia Meloni, dirigeante d'un parti, *Fratelli d'Italia* (ci-après *FdI*), dont la filiation directe remonte au *Movimento sociale italiano* (*MSI*), formation néofasciste apparue dans l'après-guerre, est devenue présidente du Conseil. La même année, Marine Le Pen, première responsable du *Front National* (*FN*) puis du *Rassemblement national* (*RN*), a atteint, dans le cadre pourtant d'un scrutin présidentiel majoritaire, un score historique, dépassant 41 % des suffrages exprimés. En Hongrie, en Pologne, les chefs de l'exécutif mènent une politique dont le substrat puise ses racines dans l'idéologie d'extrême droite. Dans d'autres pays européens, des coalitions gouvernementales sont formées avec le soutien ou la participation de partis clairement rattachés à cette mouvance. Il y a peu, Outre Atlantique, Trump et Bolsonaro firent frémir les chancelleries et leurs oppositions internes.

Un Monstre hante le Monde. Il mute, s'adapte, se dissimule, réapparaît, jaillit de nouveau en pleine lumière. Il arbore d'autres toilettes qu'il voudrait présentables, prétend même se parer de nobles atours, se drape dans sa dignité, malgré l'immarcescible macule de son passé de noire faucheuse. On parle à l'envi de normalisation, de dédramatisation, on distingue néofascisme et post-fascisme, on établit une différence, nous y reviendrons, entre extrême droite – dont la notion serait trop connotée en raison du passé totalitaire des régimes qui s'y livrèrent – et populisme de droite ou national-populisme. Pourtant, telles les racines solidement établies d'un chêne multiséculaire, le substrat du discours, de l'idéologie véhiculée, demeure très similaire. Altérophobie, xénophobie, racisme<sup>3</sup>, quelles que soient les nuances (signifiantes) de ces trois termes, et quoique ce ne soit pas le seul élément qui détermine son idéologie, imprègnent la pensée d'extrême droite. Profondément réactionnaire, elle puise sa source dans la doctrine contre-révolutionnaire du début du XIX<sup>e</sup> siècle, sous les plumes, notamment, de Joseph de Maistre et Louis de Bonald<sup>4</sup>, elle se nourrit d'un refus des Lumières et établit comme dogme l'inégalité des individus et des races. Certes, ce terme n'est plus employé, la prétendue souche biologique n'ayant plus bonne presse. Mais la notion d'éthno-différentialisme<sup>5</sup>, forgée par la *Nouvelle Droite française* et le *Groupement de recherche et d'études pour la civilisation européenne* (*GRECE*), n'est jamais que le faux-nez

---

<sup>2</sup> M. BARDECHE, « Le racisme, cet inconnu », *Défense de l'Occident*, 6 septembre 1960, p. 3.

<sup>3</sup> Voir S. FRANÇOIS, N. LEBOURG, *Histoire de la haine identitaire. Mutations et diffusions de l'altérophobie* Valenciennes, Presses universitaires de Valenciennes, coll. Pratiques et représentations, 2016.

<sup>4</sup> Voir notamment sur ces auteurs, J. GODECHOT, *La contre-révolution. 1789-1804*, Paris, PUF, coll. Quadrige, 1984, pp. 93-112.

<sup>5</sup> Dont la source première remonte à Johann Gottfried von Herder pour lequel « La culture des hommes n'est pas la culture européenne, elle est la manifestation particulière relative à l'espace et au temps dans lesquels se situe chaque peuple ». Cité par R. MEYRAN et V. RASPLUS « Les pièges de l'identité culturelle », Paris, Éditions Berg International, 2014.

du racisme, sous prétexte d'une différence culturelle entre les peuples qu'il s'agirait de préserver, en raison précisément d'un « droit à la différence »<sup>6</sup>.

L'étude ici proposée, dédiée aux extrêmes droites italienne et française<sup>7</sup>, est justifiée par le fait que les partis représentés au Parlement des deux côtés des Alpes, depuis respectivement 1948 et 1986 et dénommés initialement *MSI* et *FN*, ont des liens étroits, le second reconnaissant en le premier un « parti frère » qui eut longtemps l'ascendant sur lui<sup>8</sup>, à l'image de l'emprunt de la flamme tricolore, toujours au socle des logotypes des formations héritières, *FdI* et *RN*<sup>9</sup>. L'antériorité du parti italien, sa représentation parlementaire précoce au regard de l'histoire de la II<sup>de</sup> Guerre Mondiale, ont tôt fait du *MSI* un repère pour l'ensemble des extrêmes droites européennes, nourries notamment des lectures du philosophe fasciste Julius Evola, penseur d'un « antisémitisme spirituel ». Ces liens s'établirent à l'origine dans le contexte de la Guerre d'Algérie, qui vit, à travers la création de l'*Organisation de l'Armée Secrète (OAS)*<sup>10</sup>, se recomposer progressivement l'extrême droite française. De sorte que ces deux formations purent constituer le socle à partir duquel tous les extrémismes européens de droite essayèrent, vainement, de constituer une *Internationale Noire*. Mais la circulation des hommes et des idées jamais ne cessa, notamment dans les quatre pays latins, deux démocraties, France et Italie, deux dictatures jusqu'aux années 1970, Espagne et Portugal.

Si les écrits de Zeev Sternhell<sup>11</sup> ont pu être contestés<sup>12</sup>, en tant qu'ils affirmaient que non seulement la France n'avait pas du tout été prémunie contre le fascisme mais que, au contraire, elle aurait été le terreau où son idéologie serait née, l'historien israélien a eu l'indéniable mérite de mettre à bas « le mythe de l'allergie française au fascisme »<sup>13</sup>, la France n'ayant pas du tout été immunisée de ce phénomène en raison, avançait-on, de sa tradition républicaine. En effet, l'historiographie hexagonale s'est longtemps, et paresseusement, contentée de reprendre la thèse des trois droites développées par René Rémond<sup>14</sup> (bonapartiste, légitimiste et orléaniste) excluant la quatrième, extrême, du champ d'étude critique d'histoire des Idées. Alors même que cette dernière ne pouvait s'analyser comme seulement tributaire de la droite contre-révolutionnaire, c'est-à-dire légitimiste, bien qu'elle en soit effectivement l'une de ses sources et de ses composantes (pensons aux Camelots du Roi et à l'Action française par exemple). En rangeant Vichy dans ce courant, on

---

<sup>6</sup> R. KEUCHEYAN, « Alain de Benoist, du néofascisme à l'extrême droite respectable : Enquête sur une success story intellectuelle », *Revue du Crieur*, vol. 1, n° 6, 2017, p. 128.

<sup>7</sup> Pour une vision holistique du phénomène sur le continent européen voir J.-Y. Camus, N. Lebourg, *Les Droites extrêmes en Europe*, Paris, Seuil, 2015, 320 pp.

<sup>8</sup> Sur ces liens, voir le passionnant ouvrage qui y est entièrement consacré : P. PICCO, *Liaisons dangereuses. Les extrêmes droites en France et en Italie (1960-1984)*, Rennes, Presses Universitaires de Rennes, coll. Histoire, 2016.

<sup>9</sup> Sur cet emprunt, voir V. IGUNET, P. PICCO, « Histoire du logo de deux "partis frères" entre France et Italie (1972-2016) », in *Histoire@Politique* 2016/2 (n° 29), pages 220 à 235, Éditions Centre d'histoire de Sciences Po.

<sup>10</sup> Pour une histoire de l'OAS, on suggère la lecture croisée des ouvrages suivants : R. KAUFFER, *OAS, Histoire d'une organisation secrète*, Paris, Fayard, 1986, 422 pp. ; A.-M. DURANTON-CRABOL, *Le temps de l'OAS*, Bruxelles, Complexe, 1995, 319 pp. ; A. RUSCIO, *Nostalgie, l'interminable histoire de l'OAS*, Paris, La Découverte, 2015, 316 pp.

<sup>11</sup> Notamment son ouvrage le plus important en ce domaine, Z. STERNHELL, *Ni droite, ni gauche. L'idéologie fasciste en France*, Paris, Seuil, 1983.

<sup>12</sup> On pourra utilement lire à ce propos cette critique sans concession : J. JULLIARD, « Sur un fascisme imaginaire : à propos d'un livre de Zeev Sternhell », in *Annales. Économies, sociétés, civilisations*, 39<sup>e</sup> année, n° 4, 1984, pp. 849-861.

<sup>13</sup> Pour reprendre les termes choisis de Michel Dobry : M. DOBRY (dir.), *Le mythe de l'allergie française au fascisme*, Paris, Albin Michel, coll. Idées, 2003.

<sup>14</sup> R. RÉMOND, *Les Droites en France*, Paris, Aubier, 1954.

écarter ainsi la spécificité du régime de l'Etat français. Fascisme italien et nazisme, de par l'inhumanité des régimes qu'ils ont édifiés, du totalitarisme qu'ils ont érigé en mode de gouvernement et des massacres qu'ils commirent, ont pu « éclipser » les expressions françaises des courants d'extrêmes droites d'avant-guerre, comme si le 6 février 1934<sup>15</sup> n'avait été qu'une date anecdotique, de sorte que le fascisme aurait été décidément étranger au génie français. Preuve en serait que, à l'exception du *Parti populaire français* de Jacques Doriot<sup>16</sup>, aucun parti de masse n'avait réellement émergé avant la débâcle de la campagne de France en 1940. Tout au contraire, Zeev Sternhell envisagea, dans son ouvrage princeps, le fascisme sous l'angle de l'idéologie ; à cette aune, sa systématisme et son influence sur l'intelligentsia française perdent alors tout caractère allogène. Tout comme l'historien étatsunien Robert Paxton<sup>17</sup>, Zeev Sternhell renouvela ainsi en profondeur l'historiographie, un ample débat intellectuel, non dénué de polémique<sup>18</sup>, permettant de mettre à jour le sujet.

Parce qu'en réalité, tant en Italie qu'en France les extrêmes droites ont pu prospérer sur un terreau idéologique commun et que l'illusion d'une absence d'imprégnation de la pensée fasciste dans l'hexagone relève d'un mythe heureusement dépassé, il semble que soit ainsi justifié l'objet de cette étude, que l'on l'appréhendera en quatre temps.

Avant de décrire la source matricielle des extrêmes droites et leur substrat idéologique (II), on réfutera tout d'abord la catégorie « populisme », impropre quant à l'approche du phénomène, beaucoup plus spécifique (I). Il s'agira ensuite de procéder à une archéologie des extrêmes droites italienne et française depuis la II<sup>nd</sup>e Guerre mondiale (III), et enfin de déceler, derrière les apparentes mutations des discours des responsables actuels des quatre principales mouvances des pays latins objet de ce travail<sup>19</sup>, les invariants structurels caractéristiques de la permanence du phénomène étudié (IV).

## I. Réfutation de la catégorie *Populisme de droite ou National-populisme*

---

<sup>15</sup> Le 6 février 1934, une manifestation des Ligues, c'est-à-dire des différentes mouvances d'extrême droite (Action française, Camelots du Roi, Ligue des patriotes, Croix-de-Feu et autres), ralliées au cri « A mort la gueuse », soit la République qu'ils entendaient renverser en raison notamment du scandale de l'affaire Stavisky, est organisée pour protester contre le limogeage du préfet de police de Paris, Jean Chiappe, connu pour sa proximité avec l'Action française et les Camelots du Roi. Le colonel de la Rocque, dirigeant des Croix-de-Feu, refusa le coup de force qu'un très grand nombre de manifestants lui demandaient. Suite à la dispersion de ses troupes, des heurts violents ont lieu, échauffourées ponctuées de coups de feu. C'est alors que des milliers de manifestants convergèrent vers le Palais Bourbon, siège de la chambre des députés. L'émeute, d'une violence inédite dans l'entre-deux-guerres, se solda par un bilan très lourd de 19 morts et 657 blessés.

Pour une analyse claire et synthétique de cette journée factieuse, lire F. MONNIER, *Le complot dans la République. Stratégies du secret, de Boulanger à la Cagoule*, Paris, La Découverte, coll. L'espace de l'histoire, 1998, pp. 247-269.

<sup>16</sup> Sur le PPF comme « seul grand parti fasciste de masse qui se soit développé en France » dans l'entre-deux-guerres, voir P. MILZA, *Les Fascismes*, Paris, Point/Seuil, 1985, pp. 348-357.

<sup>17</sup> R. PAXTON, *Vichy France : Old Guard and New Order, 1940-1944*, New York, Alfred A. Knopf, 1972, traduit une année après, R. PAXTON, *La France de Vichy*, Paris, Seuil, 1973.

<sup>18</sup> Voir par exemple cette courte recension critique, concentrant les critiques récurrentes faites à Sternhell, à propos d'un ouvrage collectif auquel il fut associé : J. L. STANLEY, « Zeev Sternhell, Mario Sznajder, Maia Asheri, Naissance de l'idéologie fasciste », in *Mil neuf cent*, n°7, 1989. Les congrès, lieux de l'échange intellectuel 1850-1914. pp. 207-214.

<sup>19</sup> Giorgia Meloni pour *Fratelli d'Italia*, Matteo Salvini pour la *Lega*, Marine Le Pen pour le *Rassemblement national* et Éric Zemmour pour *Reconquête*.

Si, depuis le début de ce texte, ont prévalu les termes extrême droite ou, mieux, extrêmes droites au pluriel, tant cette famille politique est multiple et protéiforme<sup>20</sup>, c'est parce qu'on ne saurait en diluer sa spécificité en la fondant dans la notion, à la vérité très labile, de populisme, consacrée tant par le monde médiatique (c'est une chose) que (plus préoccupant) le monde scientifique. On doit l'import de ce terme à Pierre-André Taguieff qui le popularisa, si l'on ose dire, il y a une quarantaine d'années<sup>21</sup> et, de notion mouvante, le mot populisme fit ainsi florès et se mua en « concept », entretenant un hasardeux confusionnisme, qu'il s'agira ici de critiquer.

En effet, ainsi que le relève Annie Collovald, dans les pas de laquelle la première partie de cet article inscrit son sillage, « La notion telle qu'elle est construite par P.-A. Taguieff et reprise par les autres savants français est directement issue des débats portant sur la "nouvelle droite américaine". Le "populisme" se définit ici contre d'autres définitions en cours aux Etats-Unis tant dans l'univers savant qu'à gauche de l'échiquier politique. Il vise à donner une apparence populaire et d'éthique philanthropique à une entreprise néo-conservatrice sur le plan économique et politique, pour mieux la présenter comme révolutionnaire et déstabiliser les conservateurs jugés dépassés. L'enjeu n'est pas, on le comprend, de bouleverser l'ordre établi au profit des groupes les plus démunis ; il est de le bouleverser au profit de ces nouveaux prétendants, au profil social décalé par rapport aux membres de la haute bourgeoisie qui tiennent les places fortes de l'économie et de la décision politique, et bien plus radicaux dans le libéralisme économique que l'ancienne élite néo-libérale »<sup>22</sup>.

Ce « populisme » là est donc très spécifique, circonscrit à une situation donnée et à un pays donné, dans la perspective d'une (contre) révolution idéologique et économique qui apparut précisément aux Etats-Unis dans les années 1980 et a finalement peu à voir avec la signification qui va lui être donnée après que Pierre-André Taguieff en eut repris le terme. D'autant que, jusqu'alors, son emploi revêtait une tout autre acception. Ainsi que le souligne Annie Collovald, « Si le mot stigmatisait, c'était moins pour insister sur la dangerosité d'une mobilisation politique "directe" du peuple que sur le danger que représentaient pour le peuple des prétentions à le défendre venues d'intellectuels ou d'hommes politiques ne faisant que projeter sur lui leurs propres aspirations et leurs propres intérêts ». De sorte que le terme populisme était mobilisé dans un tout autre champ, l'auteure affirmant qu'il « avait pris ainsi une consistance scientifique surtout dans le secteur de la sociologie des intellectuels ou de la culture (Bourdieu, Grignon, Passeron). Là aussi, la notion (et son versant conjoint, le misérabilisme) visait à montrer combien les écrits des intellectuels sur le peuple étaient des

---

<sup>20</sup> C'est l'effective habileté politique de Jean-Marie Le Pen qui a permis, en 1972, d'unifier les principaux courants de l'extrême droite française qui, jusque-là groupusculaires, n'avaient cessé de s'adonner à la maladie infantile (pour paraphraser Lénine) de l'extrême droite, avec sa cohorte de scissions, dissolutions, reconstitutions. Il s'agissait dans un premier temps d'une alliance électorale entre les différentes petites formations en vue des élections législatives de 1973 (alliance en réalité dominée par le mouvement *Ordre nouveau*, héritier d'*Occident* dissous en 1968, et composé pour la plupart des mêmes dirigeants ; *ON* était lui-même appelé à disparaître par dissolution en Conseil des Ministres en 1973). Le nouveau *FN* réussit à présenter alors plus d'une centaine de candidats en France, issus pour la plupart d'*ON*. Sur *Ordre nouveau* et ses relations avec le parti de Jean-Marie Le Pen voir N. LEBOURG, J. PREDA, J. BEAUREGARD *Aux racines du FN. L'histoire du mouvement Ordre Nouveau*, Paris, Fondation Jean Jaurès, 122 pp ; N. LEBOURG, J. PREDA, « Ordre nouveau : fin des illusions droitières et matrice activiste du premier Front national », in *Studia Historica. Historia Contemporanea*, n° 30, 2012.

<sup>21</sup> P.-A. TAGUIEFF « Les droites radicales en France », in *Les Temps modernes*, n° 465, 1985, pp. 271-303. Voir aussi, entre autres, dans la foisonnante production scientifique de cet auteur, P.-A. TAGUIEFF *L'illusion populiste*, 2002, Paris, Éditions Berg International, 182 pp., ID. *Le nouveau national-populisme*, Paris, CNRS, 2012, 128 pp.

<sup>22</sup> A. COLLOVALD, « Le populisme : de la valorisation à la stigmatisation du populaire », in *Hermès, La Revue*, 2005/2 (n° 42), CNRS, p. 158.

formes de rationalisations de leurs propres rapports au peuple et, qu'à ce titre, elles constituaient autant d'obstacles à un accès véritable à la culture populaire. Le sociologue, en tant qu'intellectuel, devait s'obliger à se dépendre de ces visions schématiques qui hantaient son regard sur les groupes populaires »<sup>23</sup>. On ne voit pas, ici, combien les notions de populisme ensuite développées ont un quelconque rapport avec la signification première du terme.

Mais, pourra-t-on objecter, on a vu souvent, y compris dans l'histoire des Idées, un terme évoluer dans son acception propre. Admettons et creusons alors quel sens revêt-il pour les intellectuels qui l'emploient. Et attachons-nous d'abord, dès lors qu'il est qualifié « de droite », à en cerner les aspects distinctifs relativement à l'extrême droite. Pour Guy Hermet par exemple<sup>24</sup>, cette dernière expression serait tout d'abord stigmatisante, frapperait d'anathème l'adversaire et constituerait de la sorte la forme ultime de l'invective politique. Il n'est pourtant pas établi que l'appellation « populiste » soit perçue par son récipiendaire comme le plus choisi des compliments... Par ailleurs, elle ne pourrait plus rendre compte de l'hétérogénéité exponentielle des formations concernées (européennes notamment)<sup>25</sup>. On rétorquera aisément qu'il y a toujours eu des spécificités nationales, voire régionales ou sécessionnistes à ces mouvements et que cela n'empêcha nullement de les faire entrer dans la catégorie extrême droite. Enfin, l'acception par les formations situées dans ce champ des règles démocratiques du jeu parlementaire et de la libre compétition électorale résultant du pluralisme ne permettrait plus de les qualifier de telles. Étonnante assertion que cette dernière et assurément la plus critiquable : le *Caudillo* est parvenu au pouvoir à la suite d'un *pronunciamento* et d'une guerre civile, certes, mais tant le *Führer* nazi que le *Duce* fasciste ont accepté dans un premier temps, et jusqu'à leur accession au pouvoir, les règles de l'élection<sup>26</sup>. A cette aune-là seuls *Occident* ou *Ordre Nouveau* dans la France des années 1960 et 1970, parce que refusant le compromis démocratique et se livrant à des combats de rue très violents, pourraient alors être valablement qualifiés de mouvements d'extrême droite. Il ne serait même pas fermement assuré qu'aujourd'hui les *Identitaires* français ou le mouvement *CasaPound* italien pussent être rangés dans cette catégorie. On peut convenir que c'est pour le moins déroutant.

---

<sup>23</sup> ID, pp. 157-158.

<sup>24</sup> G. HERMET, *Les populismes dans le monde. Une histoire sociologique. XIX<sup>e</sup> - XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard, 2001, 479 pp.

<sup>25</sup> Voir en ce sens, notamment, A. MASTROPAOLO, « Quatre hypothèses sur le succès de la droite antipolitique », in J. CHÊNE, O. IHL, G. WATERLOT (dir.), *La tentation populiste au cœur de l'Europe*, Paris, La découverte, coll. Recherches, 2003, p. 51. La citation *in extenso* est intéressante en ce que, pour autant, l'auteur ne semble pas des plus convaincus : « Depuis trente ans, sont apparus nombre de nouveaux acteurs difficiles à répartir entre les familles politiques. S'ils semblent appartenir à la droite dont ils partagent l'anti-égalitarisme et la vision naturaliste de la société, il est plus difficile de les situer à l'extrême droite car ils s'affirment respectueux des règles et des principes de la démocratie pluraliste, et les respectent apparemment. En revanche, c'est une droite poussée à l'extrémisme par la position de ses électeurs dans l'espace politique, mais aussi par des aspects souvent racistes de son programme et de son langage, et par une pratique de la démocratie libérale qui la fausse et la prive de sens. C'est cette tension qui suggère d'utiliser le concept de populisme ». Notons, ne serait-ce, que l'emploi du verbe « suggérer ».

<sup>26</sup> Mussolini révéla d'ailleurs son vrai visage plus tardivement qu'Hitler puisque l'incendie du Reichstag, moins d'un mois après qu'il fut désigné chancelier, fournit l'occasion à ce dernier, dès le 28 février 1933, par décret présidentiel « pour la protection du peuple et de l'Etat » (connu en Allemagne sous le nom de *Reichstagsbrandverordnung*) de suspendre *sine die* l'essentiel des libertés civiles et politiques. Le *Duce* lui, un temps déstabilisé par l'assassinat du député socialiste Giacomo Matteotti en 1924, profita de la « sécession aventiniana » (par laquelle une partie de l'opposition protesta contre le président du conseil, le PCI n'y participant pas, estimant cette tactique trop dangereuse car laissant ainsi les mains libres au Duce) pour faire adopter les lois fascistissimes (en 1925 et 1926) transformant définitivement le régime en dictature. Il y eut donc, au tout début du *Ventennio*, un régime fasciste parlementaire qui dura environ trois ans.

Par ailleurs, autre critique d'importance, en rangeant des formations ou mouvements politiques diamétralement opposés, en raison de caractéristiques également attribuables aux deux bords (notamment l'appel direct au peuple), sous le vocable commun de « populisme », on feint d'oublier que les idéologies dont ils se revendiquent sont situées aux antipodes. Mais n'est-ce pas, finalement, l'un des objectifs revendiqués ? Pas seulement par les extrêmes droites (rappelons le fameux slogan « Ni droite, ni gauche, Français ! » de 1995<sup>27</sup>) mais aussi (involontairement ?) par les auteurs qui ont diffusé cette notion. Ce faisant, ils tendraient à enterrer la *summa divisio* gauche/droite qui a, depuis le débat sur le veto royal de la Constituante révolutionnaire, structuré la vie politique. Pascal Perrineau, auteur d'un efficace *Que sais-je ?* consacré au populisme<sup>28</sup>, cite à ce sujet très honnêtement un article de l'une des adversaires les plus résolues de cette expression, Annie Collovald, que nous avons déjà rencontrée<sup>29</sup>. Or, on l'a dit, les extrêmes droites trouvent leur matrice première (mais non exclusive) dans la doctrine contre-révolutionnaire du début du XIX<sup>e</sup> siècle et, consécutivement, dans le refus du rationalisme des Lumières quand, tout au contraire, les extrêmes gauches les revendiquent<sup>30</sup>.

On repère, certes, des similitudes entre « populismes » de gauche et de droite. Notamment, on l'a dit, dans l'appel direct au peuple, mais aussi dans la dénonciation des élites (ou de la « caste »), en ce qu'elles seraient nécessairement opposées au peuple, jamais véritablement défini mais toujours idéalisé, dans le rapport entre *Eux* et *nous*, qui fait d'ailleurs penser à la sinistre dichotomie *amis/ennemis* de Carl Schmitt<sup>31</sup>.

Sauf que le Peuple dont il s'agit, de toutes les façons insaisissable, n'est, décidément, pas le même, d'où, selon nous, le confusionnisme criant de la catégorie ici critiquée. Quand les extrêmes gauches idéalisent le peuple en armes défendant la Nation à Valmy, les marins de Potemkine ou, selon la mouvance anarchiste, ceux de Kronstadt, quand ils en appellent au

---

<sup>27</sup> Ce slogan, suggéré par Samuel Maréchal, alors directeur national du *Front national de la jeunesse*, à Jean-Marie le Pen (dont il est le gendre), fut accepté par le président du FN, non sans susciter quelques remous à la « base », certains courants critiquant la dilution de l'idéologie de leur formation en revendiquant tout au contraire l'étiquette extrême droite ou droite nationale. Le journal *National hebdo*, aujourd'hui disparu (il a déposé le bilan en 2008), qui était considéré comme l'organe officieux du FN, s'en est fait insidieusement le relais, publiant la lettre d'un militant qui accusait les dirigeants du *Front national* de vider le parti de son contenu doctrinal. « Attirer à nous les électeurs de gauche en essayant de leur faire croire que le FN n'est pas aussi à droite qu'il le prétend ou qu'on le dit, c'est leur mentir et se mentir à soi-même, ou alors le FN n'est plus le FN » écrivait-il (source : journal *Libération*, édition du 19 février 1996). Ce militant devait ignorer que Jacques Doriot, futur fondateur et dirigeant du PPF, et déjà entré en dissidence du PCF, lança pour la première fois son fameux mot d'ordre, repris ensuite par le PPF quand il bascula définitivement à l'extrême droite, dans un meeting politique à l'Alcazar de Marseille : « Ni gauche, ni droite : France d'abord ». A l'évidence, Samuel Maréchal, lui, ne l'ignorait pas.

<sup>28</sup> P. PERRINEAU, *Le populisme*, Paris, PUF, coll. Que sais-je ?, 2021, p. 6.

<sup>29</sup> A. COLLOVALD, « Le populisme comme stigmatisation », in Fondation Copernic, *Manuel indocile de sciences sociales*, Paris, La découverte, 2019, pp. 419-423. Voir aussi l'article déjà cité A. COLLOVALD, « Le populisme : de la valorisation à la stigmatisation du populaire ».

<sup>30</sup> Tout en les dépassant, en se réclamant aussi et entres autres du marxisme et de la Révolution d'Octobre, soit non seulement des droits « formels » issus de la Révolution française, mais également à tout le moins des droits « substantiels » dans la critique de l'auteur allemand.

<sup>31</sup> C. SCHMITT, *La notion de politique. Théorie du partisan*, trad. Marie-Louise Steinhäuser, préf. Julien Freund, Paris, Flammarion, 1992. Dichotomie revendiquée par Chantal Mouffé, seule théoricienne d'un hypothétique « populisme de gauche », avec des aménagements conséquents dans la catégorisation des adversaires (C. MOUFFE, « Penser la démocratie moderne avec, et contre, Carl Schmitt », in *Revue française de science politique*, vol. 42, n° 1, février 1992, p. 89). La philosophe belge, qui se situe politiquement sans ambages à gauche, conceptualise le « populisme de gauche » en tant qu'instrument de combat mais on chercherait en vain, au-delà du dépassement conceptuel intéressant qu'elle propose, un contenu programmatique opératoire.



prolétariat, aux « gens » qui ne sont pas issus de l'élite, en ce que cette dernière, dans le cadre de la lutte des classes, serait structurellement oppressive, les extrêmes droites ont une approche organiciste, biologiste ou culturelle d'un peuple ancestral, « de souche », dont les racines fantasmées seraient immuables, de sorte que les « entrants », qu'ils fussent immigrés ou devenus nationaux, sont nécessairement suspects, en ce qu'ils altéreraient la « pureté » du peuple, d'où la hantise absolue du métissage. Quand les premières sont inclusives, les autres sont exclusives. Il en est logiquement de même quant à la Nation, ainsi que l'a démontré il y a une trentaine d'années fort pertinemment Michel Winock<sup>32</sup> qui distingue deux formes antithétiques de nationalismes, un « nationalisme ouvert », issu de l'universalisme révolutionnaire et républicain, concevant la nation en termes de volontarisme, qu'il oppose à un « nationalisme fermé » qui raisonne en termes d'inconscient biologique et de déterminisme organiciste s'appuyant sur le refus de la modernité, l'obsession de la décadence, la xénophobie et l'antisémitisme, quoique ce dernier disparaisse dans le discours des extrêmes droites parlementaires contemporaines, nous y reviendrons.

Il ne s'agit certes pas ici d'idéaliser ou de magnifier les extrêmes gauches. Il est vrai, sans qu'il s'agisse de les stigmatiser toutes, que certains de leurs courants, ceux ayant basculé dans la clandestinité dans le sillage des événements de 1968, ont pu, dans les années 1970 et 1980, se livrer à des actions violentes voire à un terrorisme sanglant. En France avec *Action Directe* mais aussi et surtout en Italie, pendant les années de plomb, où tant l'extrême droite – adepte de la stratégie de la tension et à ce titre responsable de massacres inouïs, dont le point culminant survint lors de l'attentat de la gare de Bologne de 1980 qui anéantit 85 vies – que l'extrême gauche, avec notamment la capture puis l'assassinat par les *Brigades Rouges* en 1978 d'Aldo Moro, figure historique de la *Démocratie chrétienne*<sup>33</sup>, purent répandre sang, effroi et désolation. Il s'agit seulement de rappeler que les sources auxquelles s'abreuvent extrêmes gauches et extrêmes droites n'ont décidément pas la même saveur.

Cette notion est enfin critiquable en ce qu'elle relève, de par l'utilisation du terme même de populisme, d'une défiance sinon d'un mépris des classes populaires, auxquels on pourrait par ailleurs ajouter un paternalisme misérabiliste. Parce qu'on postule qu'elles sont nécessairement moins éduquées, elles seraient plus à même de céder aux sirènes des démagogues qui n'ont de cesse de les flatter et de les rehausser symboliquement en identifiant un adversaire fantasmé ou un ennemi insaisissable (les élites, l'immigré, l'étranger, les « puissants », la « caste »...) <sup>34</sup>. La « scientificité » de la notion se fonderait sur des études d'opinion ou sondages qui révéleraient leurs tendances électorales. Ces derniers n'ont en fait qu'une valeur relative, non seulement de par leur échantillon, parfois peu représentatifs, mais surtout en raison d'une hausse massive de l'abstention, en France et depuis peu en Italie, nourrie plus encore par les classes populaires. Il est par exemple inexact, scientifiquement parlant, d'affirmer que l'ancien électorat communiste en France se serait mécaniquement

---

<sup>32</sup> M. WINOCK, *Nationalisme, antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Le Seuil, 1990, coll. Points Histoire, 446 pp.

<sup>33</sup> Ancien président du Conseil de 1963 à 1968 puis de 1974 à 1976, Aldo Moro était, depuis 1976, président de la DC. Il avait tendu la main à Enrico Berlinguer, secrétaire général du *Parti communiste italien*, dans le cadre du *compromesso storico*, ce compromis historique qui aurait permis au PCI d'accéder aux responsabilités nationales en entrant au gouvernement. Cette alliance, jugée contre-nature et manifestant pour les extrêmes gauches italiennes la trahison des classes populaires par le PCI, lui aura certainement coûté la vie.

<sup>34</sup> « Leur crédulité, liée à leur manque d'éducation, serait renforcée par la crise sociale qui aurait suscité chez eux une anomie et une insatisfaction politique nouvelle et durable les rendant disponibles pour les partis les plus extrêmes (exploitant leurs « malaises sociaux » contre la démocratie) », A. COLLOVALD, « Le populisme : de la valorisation à la stigmatisation du populaire », *cit.*, p. 155.

reporté sur le *FN* puis le *RN*, qui aurait récupéré la fonction tribunitienne du *PCF*<sup>35</sup>, tout d'abord en regard du renouvellement des générations, mais aussi en raison de l'abstentionnisme incomparablement plus élevé aujourd'hui que dans les décennies 70 ou 80. Par ailleurs, dans un ouvrage très documenté traçant les liens complexes entre le vote des Français depuis 1789 et le statut social et géographique des électeurs, Julia Cagé et Thomas Piketty ont démontré qu'il fallait désormais établir une distinction entre l'électorat populaire selon qu'il est rural ou urbain<sup>36</sup>. La classe populaire urbaine, majoritairement composée d'employés, vote encore aujourd'hui, contrairement aux idées reçues, beaucoup à gauche. La classe populaire rurale, quand elle exprime son suffrage, verse, elle, plus vers l'extrême droite. Répétons : quand elle vote, dans un contexte d'abstention massive. De sorte même qu'on ne puisse plus parler, en soi, de « classe populaire » mais qu'il faille encore distinguer de quel type, géographiquement située, de classes populaires parle-t-on. Enfin, il a été établi que le vote Zemmour en 2022 était principalement composé d'un électorat très conservateur et socialement aisé<sup>37</sup>. Il semble ainsi que la catégorie populisme de droite ne soit même plus adaptée à la réalité du phénomène étudié. Il apparaît alors qu'on ne puisse élever ce terme même de populisme ni au rang de concept, ni même à celui de notion.

Alors qu'on assiste bien plutôt à une défiance prolongée vis-à-vis des institutions représentatives, en raison du rapprochement des gauches et droites dite de gouvernement en matière de politique économique, phénomène commun non seulement à l'Italie et la France, mais aussi à la quasi-totalité des pays occidentaux, on met en avant un péril démocratique, on dénonce les comportements électoraux des classes populaires plutôt que de s'atteler à identifier les causes de leur désaffection politique comme si elles, et elles seules, seraient responsables de la crise à laquelle on assiste depuis une trentaine d'années. « Puisque le peuple vote contre le Gouvernement, il faut dissoudre le peuple » écrivait de façon acide Bertolt Brecht en 1953 dans son poème *Die Lösung...*

## II. Identification de la catégorie *Extrêmes droites*

Après avoir tenté de définir négativement la catégorie extrêmes droites au pluriel et non au singulier (tant il y a de nuances de gris<sup>38</sup>) en rejetant le concept de populisme, comment la définir positivement ? On n'utilisera pas ici les caractéristiques dessinées par Umberto Eco

---

<sup>35</sup> Sur la fonction tribunitienne du *PCF*, G. LAVAU, *A quoi sert le Parti communiste français ?* Paris, Fayard, 1981, 443 pp.

<sup>36</sup> J. CAGÉ, T. PIKETTY, *Une histoire du conflit politique. Élections et inégalités sociales en France, 1789-2022* Paris, Seuil, coll. Éco-histoires, 2023, 864 pp.

<sup>37</sup> « La géographie du vote Reconquête ! porte également la marque de la capacité qu'a eue le candidat à capter un autre électorat, distinct de celui du RN, à savoir un électorat de droite conservateur et assez, voire très aisé. C'est très net en Île-de-France par exemple, avec des scores élevés dans les beaux quartiers parisiens : 17,5 % dans le 16e arrondissement, 15,3 % dans le 8e et 13,9 % dans le 7e (arrondissements dans lesquels Zemmour arrive en deuxième place), mais aussi 18,8 % à Neuilly ou bien encore 18,5 % à Versailles, villes dans lesquelles il vire également en deuxième position », J. FOURQUET, S. MANTERNACH, « Géographie du zemmourisme », in *Hérodote*, 2022/4, n° 187, p. 222.

<sup>38</sup> Pas plus qu'il n'existe une catégorie univoque d'extrême droite il n'existe pas une droite, une extrême gauche, une gauche mais bien des droites (cf. R. RÉMOND, *Les Droites en France, op. cit.*), des extrêmes gauches et des gauches (qu'il soit permis ici de renvoyer à J. GIUDICELLI, « La gauche contre elle-même ? » in *La Lettre d'Italie*, n° 6, mars 2015).

pour deux raisons : parce qu'elles sont peut-être trop nombreuses d'une part, quatorze<sup>39</sup>, parce qu'elles renvoient à ce que le prestigieux philosophe et sémioticien italien appelle l'*Ur-fascisme*, d'autre part, soit le fascisme primitif. Les différentes catégories qu'il dégagées ne peuvent être toutes mobilisées pour caractériser les extrêmes droites contemporaines. Elles relèvent bien plutôt à notre sens de l'historicisation des totalitarismes fasciste et nazi. Malgré ce, elles ont l'intérêt de rappeler dans quelles conditions sont-ils originellement apparus d'une part, et d'alerter du danger d'une hypothétique répétition, sous d'autres formes, des catastrophes qui ensanglantèrent le XX<sup>e</sup> siècle d'autre part.

On a rappelé, dans les premiers développements de cette étude, que le plus petit dénominateur commun des extrêmes droites résidait dans une pensée réactionnaire, dans son acception la plus stricte, rejetant l'héritage des Lumières et de la Révolution française, en ce que, structurellement, ces extrêmes fondaient leur pensée première sur l'inégalité entre les hommes et les races, sous couvert aujourd'hui d'une différenciation culturelle. Il apparaît ainsi nécessaire d'exposer, dans un premier temps et fût-ce brièvement, la pensée contre-révolutionnaire, telle qu'elle a été élaborée par ses pionniers, Joseph de Maistre et Louis de Bonald mais aussi, dans une autre mesure, par Johann Gottfried von Herder et Edmund Burke, puis de voir leur réactualisation vingtiémiste à travers l'identification de l'ennemi sous la plume de Charles Maurras. L'étude ne prétend pas à l'exhaustivité. Il ne s'agit pas d'analyser la pensée de tous les auteurs, tant la littérature contre-révolutionnaire fut foisonnante, mais seulement d'isoler certains d'entre eux, à notre sens parmi les plus emblématiques, car les extrêmes droites y purent trouver leur dorsale idéologique première.

On pense moins spontanément au philosophe allemand Herder en tant que penseur contre-révolutionnaire. Et pourtant, ce dernier, dans une pensée richement articulée, a conceptualisé une pensée *différentialiste*, largement exploitée plus tard par les extrêmes droites et adaptée par la *Nouvelle Droite* française qui, par substitution au racisme, inventa la catégorie « éthno-différentialisme », ainsi qu'il a déjà été dit en introduction. Résumons simplement son propos<sup>40</sup>. Herder s'inscrit résolument en opposition à l'universalisme kantien issu des Lumières en Allemagne, l'*Aufklärung* (alors même qu'il fut, dans un premier temps, un disciple du philosophe de Königsberg).

C'est l'une des critiques les plus profondes des Lumières, en ce qu'elle s'oppose à la pensée, on l'a dit, d'Emmanuel Kant<sup>41</sup>, mais aussi à celles, notamment, de Voltaire, Hume,

---

<sup>39</sup> Dans *Reconnaître le fascisme* (*op. cit.*), Umberto Eco caractérise ainsi de façon passionnante et limpide, dans un très court texte issu d'un discours qu'il a prononcé aux Etats-Unis à la Columbia University, ce fascisme primitif en dégageant quatorze caractéristiques : 1- Le culte de la tradition. 2- Le refus du modernisme, de la Révolution et donc du rationalisme des Lumières, cause de décadence. 3- l'action pour l'action, sans réflexion. 4- la réfutation de l'esprit critique le désaccord s'analysant comme une trahison. 5- Le consensus suscité par la peur de la différence, terreau du racisme. 6- l'instrumentalisation des classes moyennes ou populaires affectées par les crises économiques par la désignation de l'ennemi. 7- Le nationalisme, en tant que rempart contre l'ennemi. 8- le fantasme de la richesse de l'ennemi. 9- la guerre permanente annonçant un âge d'or futur pacifique après la victoire de la Nation. 10- l'élitisme populaire et, ainsi, la nécessité de la hiérarchie. 11- l'héroïsation 12- l'obsession viriliste, entraînant machisme et homophobie. 13- L'unité du peuple, seul titulaire de droit, les droits individuels étant niés. 14- l'utilisation d'une novlangue, source d'appauvrissement volontaire du vocabulaire aux fins de restreindre toute pensée critique.

<sup>40</sup> On s'est ici essentiellement fondé sur J. G. HERDER, *Une autre philosophie de l'histoire pour contribuer à l'éducation de l'humanité / Auch eine Philosophie der Geschichte zur Bildung der Menschheit*, édition bilingue, Paris, Aubier, 1964, trad. Max Rouché.

<sup>41</sup> Il rompit en effet définitivement avec son ancien maître en critiquant à la racine sa philosophie transcendantale, affirmant tout au contraire qu'on ne peut prétendre que la Raison précède l'expérience : J. G.

d'Alembert, et d'autres auteurs encore, pour lesquels les critères du jugement philosophique contemporain auraient une portée universelle permettant de porter un regard critique sur les valeurs sanctifiées par le passé. Regard critique que, pour le moins, les doctrinaires des extrêmes droites réfutent à leur tour. Tout au contraire, Herder propose ce qu'il appelle « une autre philosophie de l'Histoire ». La Raison, en effet, est spécifique au contexte historique qui la forge, elle est donc relative. Son idée princeps réside dans le fait qu'il y aurait une spécificité historique radicale de l'« esprit » des nations d'où le fait qu'il réfute qu'on puisse saisir la signification du passé. Ainsi, écrit-il, « L'esprit humain reçut les premières formes de sagesse et de vertu avec une simplicité, une force et une grandeur, qui maintenant – pour dire la chose carrément – n'a sans doute pas, n'a pas du tout sa pareille dans notre monde européen, philosophique et froid. – Et c'est précisément parce que nous sommes si peu capables désormais de les comprendre ! de les sentir ! »<sup>42</sup>.

Dès lors, se trouve également réfutée toute possibilité de perfectibilité et donc d'unité de l'Histoire, socle de la philosophie de l'histoire d'Emmanuel Kant<sup>43</sup>. On a ainsi reproché à Herder que sa théorie, poussée à l'extrême, aboutit « à un nouveau dogmatisme et qu'il peut ainsi justifier les pratiques les plus arbitraires en tant qu'elles peuvent alors se présenter comme l'expression légitime d'une époque ou d'un peuple »<sup>44</sup>. En effet, et quoique sa pensée fût déformée, le doctrinaire du nazisme, Alfred Rosenberg, put s'appuyer sur l'œuvre de l'ami de Goethe et de Schiller, en s'autorisant à écrire, dans son livre *Le Mythe du XX<sup>e</sup> siècle*<sup>45</sup>, qu'il se réjouissait de la « bonne nouvelle » qu'il trouva dans le principe du pluralisme historique d'*Une autre philosophie de l'histoire*, fondé sur l'idée selon laquelle « Chaque nation porte en elle son centre de félicité ». Il est vrai, ainsi que l'indique Jeffrey Andrew Barash, que « les idéologues nazis tels que Rosenberg et Alfred Bäumler ne font que pousser à son extrême limite le principe d'une validité relative de toute valeur en substituant à la prétention d'une universalité des valeurs fondamentales la lutte ou le rapport ami/ennemi comme critère fondamental d'intelligibilité de l'histoire »<sup>46</sup>.

Peut-être plus simples d'approche, en ce que Joseph de Maistre et Louis de Bonald sont des doctrinaires plus que des philosophes, leurs œuvres n'en constituent pas moins des repères se situant dans la même source de réfutation des Lumières. La condamnation de la Révolution par le premier est d'ailleurs sans appel. Dans ses *Considérations sur la France*, il écrit ainsi : « Ce qui en fait un évènement unique dans l'Histoire, c'est qu'elle est mauvaise radicalement ; aucun élément de bien n'y soulage l'œil de l'observateur : c'est le plus haut degré de corruption connu ; c'est la pure impureté »<sup>47</sup>. De Maistre ne peut concevoir l'organisation de la Cité hors hiérarchie, immuable, dictée par le commandement de Dieu.

---

HERDER, *Une métacritique de la Critique de la raison pure*, Paris, PUF, coll. Épiméthée, 2022, trad. et notes Michel Espagne.

<sup>42</sup> J. G. HERDER, *Une autre philosophie de l'histoire*, op. cit., pp. 128-129, cité par J. A. BARASH, *Politiques de l'histoire. L'historicisme comme promesse et comme mythe*, Paris, PUF, coll. Fondements de la politique, 2004, p. 67.

<sup>43</sup> A travers notamment ses opuscules, *Projet de paix perpétuelle* et *Idée d'une histoire universelle au point de vue cosmopolitique*, (in E. KANT, *Opuscules sur l'histoire*, notes, bibliographie et chronologie, Philippe Raynaud trad. Stéphane Piobetta, Paris, Flammarion, 1997). Sur ces opuscules, qu'il soit permis de renvoyer à J. GIUDICELLI, « Le droit international comme projet : proposition de lecture des écrits kantien relatifs au droit international public », in *Revue de la Recherche Juridique - Droit prospectif*, 2004, 1.

<sup>44</sup> J. A. BARASH, op. cit., p. 65.

<sup>45</sup> A. ROSENBERG, *Der Mythos des zwanzigsten Jahrhunderts*, 1930, publié à compte d'auteur, première traduction française, *Le mythe du XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, éd. Avalon, 1986, cité par J. A. BARASH, op. cit., p. 65., note 1.

<sup>46</sup> J. A. BARASH, *ibidem*.

<sup>47</sup> Cité par M. WINOCK, « L'extrême droite : avatars et invariants », in *Cités* 2022/4 (n° 92), p. 151.

Dès lors, le Politique se fait cosmogonie : sur un territoire donné, le représentant du Créateur pour les affaires temporelles se fait source de tout pouvoir et, autour de lui et de lui seul, gravitent les trois ordres. Par ailleurs, malgré une certaine plasticité (toute relative) permettant à quelques membres du tiers-état d'accéder à la noblesse (moins considérée car de robe), ces ordres sont, eux aussi, immuables. La légitimité du pouvoir et de son commandement ne peut-être que théocratique<sup>48</sup>. L'Homme, fondamentalement mauvais depuis le péché originel, ne peut s'administrer librement. C'est cette souillure première qui justifie l'immutabilité de l'organisation politique d'Ancien Régime défendue par le doctrinaire de la Contre-Révolution.

Mais, avant que de développer cette pensée, il faut exposer tout d'abord le premier des contre-révolutionnaires, en ce qu'il écrivit un opuscule destiné à un grand succès un an seulement après le début de la Révolution française. Certes, c'est à une réfutation systématique et consécutive de la Déclaration des Droits de l'Homme et du Citoyen à laquelle se livrèrent tant Maistre que Bonald, au nom de la religion catholique. Mais le premier à pourfendre les droits qui en sont issus, et donc la Révolution, fut Edmund Burke, qui opposait la concrétude de la *Common Law* et, partant, de l'office du juge britannique, à l'abstraction et à l'individualisme qu'il identifie dans ces derniers<sup>49</sup>. L'auteur irlandais, pourtant longtemps député *whig* (de 1761 à 1796), contempteur du droit divin et soutien de la Révolution américaine, fut le premier à critiquer vertement la Révolution française, en ce qu'il objectait la réalité de la tradition à l'abstraction de la liberté, annonciatrice, pour lui, d'un dévoiement, source de potentielles dérives tyranniques. Ce qui le fit passer d'ailleurs pour visionnaire, en regard de la période révolutionnaire de la Terreur sous la Convention, jusqu'au 9 thermidor an II de la République (27 juillet 1794). Contrairement à ce que certains britanniques prétendaient, et c'est en arrière-plan à eux aussi que Burke s'adresse, il y aurait pour lui une différence fondamentale entre la Glorieuse Révolution de 1688, qu'il approuve sans conteste, et celle de 1789, qu'il critique radicalement.

---

<sup>48</sup> Observons par ailleurs que, contrairement à la Couronne britannique qui, bien avant les deux révolutions que le Royaume traversa au XVII<sup>e</sup> siècle, avait un véritable parlement, ce qui serait son équivalent (chose par ailleurs très contestable) sous l'Ancien Régime, les Etats généraux, ne furent plus convoqués entre 1614, soit sous le règne de Louis XIII, et 1789, durant 175 longues années. C'est en raison de la situation critique du Royaume de France, dont les finances furent terriblement affectées tant par la Guerre d'Indépendance américaine qu'il soutint à fonds perdus que par les récoltes dramatiques de 1788, que Louis XVI se résolut à convoquer les derniers Etats généraux de l'histoire française pour trouver, espérant l'assentiment des trois ordres, de nouvelles entrées budgétaires. L'absence de parlement en France n'est bien sûr pas sans résonance avec la nature théocratique de l'Ancien Régime. En effet, la *Glorieuse Révolution* anglaise a profondément transformé la légitimation du pouvoir. Avant 1688 – la parenthèse de la Révolution de Cromwell et de l'éphémère république du *Commonwealth* ayant été refermée avec la restauration de Stuart, suite à la trahison du général Monk – la souveraineté monarchique résultait de Dieu, de sorte que les sessions parlementaires dépendaient de la seule volonté du Roi, son représentant pour les affaires temporelles. Malgré la permanence de la figure du monarque (nécessitant un changement de dynastie, Jacques II, contraint à l'abdication en 1688 devenant ainsi le dernier des Stuart), les sessions devinrent annuelles, ce que consacre le *Bill of Rights* de 1689. Ainsi que souhaité par John Locke dès 1690 dans son *Traité du gouvernement civil*, la prérogative royale amorça ainsi son inéluctable déclin. La souveraineté se déplaça alors de fait, dès la fin du XVII<sup>e</sup> siècle, au Parlement de Westminster.

<sup>49</sup> E. BURKE, *Reflections on the Revolution in France, and on the Proceedings in Certain Societies in London Relative to That Event. In a Letter Intended to Have Been Sent to a Gentleman in Paris*, London, Pall Mall, 1790 (première trad. française, 1819), *Réflexions sur la Révolution de France*, Paris, Les Belles Lettres, 2011, trad. Pierre Andler, préface Philippe Reynaud. Pour une explication exhaustive de la pensée de Burke voir J. LACROIX, J.-Y. PRANCHERE, *Le Procès des droits de l'homme. Généalogie du scepticisme démocratique*, Paris, Le Seuil, coll. La Couleur des idées Éditeur, 2016, pp. 85 à 127 et J. GODECHOT, *La contre-révolution 1789-1804*, Paris, PUF coll. Quadrige, 1984, pp. 56 à 74.

En effet, la politique de la *tabula rasa*, poursuivie par les premiers révolutionnaires et tendant à établir une société rationnelle, serait une grave erreur. Il refuse de se prononcer « sur le simple aperçu d'un objet dépouillé de tous ses caractères concrets, dans la nudité et dans toute l'abstraction d'un raisonnement métaphysique ». Les institutions politiques n'auraient, consécutivement, de valeur que dans le contexte des circonstances, ce qui fait bien apparaître le britannique, à l'instar d'un Herder, comme étant un relativiste. Il est à cet égard explicite : « Les circonstances qui ne sont rien pour quelques personnes sont pourtant dans la réalité ce qui donne à un principe de politique sa couleur distinctive et son véritable caractère, et ce sont elles qui rendent un plan civil ou politique utile ou nuisible au genre humain ». On perçoit, de façon sous-jacente, l'opposition aux théories contractualistes car il estime non pas, comme pour Rousseau par exemple, qu'est naturel ce qui serait consubstantiel à la nature humaine mais, tout au contraire, ce qui est particulier, et non universel, ce qui souligne en conséquence toute l'importance de l'héritage du passé. Par ailleurs, au prix d'un cheminement certes différent de celui de Bonald et de Maistre, il affirme, comme eux, que ce n'est pas l'égalité qui est naturelle mais l'inégalité : « Dans toutes les sociétés qui, nécessairement, sont composées de différentes classes de citoyens, il faut qu'il y en ait une qui domine, c'est pourquoi les *niveleurs* [c'est nous qui soulignons] ne font que changer, intervertir l'ordre naturel des choses ». Ainsi, et comme le notent justement Justine Lacroix et Jean-Yves Pranchère « Contre la politique révolutionnaire des droits de l'homme, Burke souligne l'impossibilité de juger les régimes politiques existants selon un principe normatif désincarné qui ne reconnaîtrait pas la primauté des circonstances »<sup>50</sup>.

On retrouve beaucoup de points communs dans les pensées de Burke et de Bonald ou Maistre, la négation de l'universalisme, de l'individualisme, de l'égalité, du caractère abstrait de la liberté, mais aussi le relativisme et le culte de la tradition. Pour autant, si l'Irlandais n'entre pas dans le bréviaire de la doctrine d'extrême droite, quoiqu'on puisse le compter effectivement comme étant le premier des contre-révolutionnaires, c'est qu'il y fait défaut une survalorisation du religieux, essentielle pour saisir le substrat des deux autres auteurs (alors, on l'a dit, que Burke rejette absolument le droit divin). Non pas que toutes les extrêmes droites s'adonnent au religieux (c'est bien le cas du franquisme<sup>51</sup> par exemple et, peut-être dans une moindre mesure, du salazarisme<sup>52</sup>), ce peut même être l'inverse (dans le nazisme notamment, qui prétendait puiser aux sources du paganisme et de l'occultisme<sup>53</sup>), mais parce que le religieux « fixe » cet âge d'or fantasmé et perdu qu'il s'agit en revanche de retrouver, dans une palingénésie obsessionnelle que l'on perçoit de façon récurrente chez les penseurs de ces courants. Charles Maurras, pourtant non croyant, arrimait ses écrits politiques à la religion catholique. C'est ainsi qu'on retrouve beaucoup de penseurs ou d'hommes et femmes politiques d'extrême droite qui, quoiqu'ils fussent athées, se réclament du catholicisme en tant que socle immuable renvoyant à cet âge perdu des cathédrales.

Quant à l'universalisme et au caractère abstrait de l'Homme en tant qu'entité propre, déracinée de toute dimension nationale et culturelle, Maistre, de façon très comparable à Burke, les réfute radicalement : « La Constitution de 1795, tout comme ses aînées, est faite pour l'homme. Or il n'y a point d'homme dans le monde. J'ai vu, dans ma vie, des Français,

---

<sup>50</sup> J. LACROIX, J.-Y. PRANCHÈRE, *Le Procès des droits de l'homme*, op. cit., p. 89.

<sup>51</sup> Voir G. GÓMEZ BRAVO, « Le rôle de l'Église dans la répression franquiste », in *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, 2015/3 (n° 127), pp. 132-151.

<sup>52</sup> Voir S. CERQUEIRA, « L'Église catholique et la dictature corporatiste portugaise », in *Revue française de science politique*, 1973, 23-3, pp. 473-513.

<sup>53</sup> S. FRANÇOIS, *Les mystères du nazisme Aux sources d'un fantasme contemporain*, Paris, PUF, 2015, pp. 27 à 65, chapitre I<sup>er</sup>, « Que sait-on exactement de l'occultisme nazi ».

des Italiens, des Russes, etc., je sais même, grâce à Montesquieu, qu'on peut être Persan : mais quant à l'homme, je déclare ne l'avoir rencontré de ma vie ; s'il existe, c'est bien à mon insu »<sup>54</sup>. Mais cette réfutation n'empreinte pas les mêmes chemins que ceux arpentés par Burke. C'est en effet le catholicisme – au contraire du protestantisme qu'il dénonce en ce qu'il entraîne « esprit d'insurrection » et « anarchie », de par l'interprétation libre du Livre conforme au principe *sola scriptura* professé par la Réforme – qui arrime les hommes, et non l'Homme, en le Monde. C'est le catholicisme qui détient, lui seul, une unité apte à appréhender le Monde, une Vérité irréfutable, et qui prohibe aux fidèles, contrairement au protestantisme, de se livrer à une quelconque introspection critique, destructrice de l'ordre et de la hiérarchie, qui ne seraient que le reflet de la cité de Dieu. C'est cette impossibilité d'interpréter individuellement les Écritures, cette obéissance inconditionnée à l'autorité divine (ou à tout le moins ce que l'Eglise prétend en dévoiler) qui, transposé au domaine temporel, justifie et impose l'autorité monarchique, dénie et condamne toute organisation démocratique, en raison, toujours, d'une anthropologie fondamentalement pessimiste, après qu'Adam et Ève furent chassés de l'Éden. Dès lors, jamais l'individu ne sera Homme. Tout au plus sera-t-il singularisé en tant qu'homme puisque, ainsi que l'écrit Bonald, « L'homme n'existe que par la société et la société ne le forme que pour elle ». Il ne peut exister de Raison hors Religion car, ajoute-t-il, « La religion est la raison de toute société »<sup>55</sup>. Évidemment, cette conception de la Raison, est ce n'est pas ici paradoxe, condamne toute pensée rationaliste, c'est-à-dire l'apport des Lumières, à l'origine du dévoiement des Temps par la Révolution.

Néanmoins, hors la figure honnie du Révolutionnaire, plus encore du Conventionnel régicide, les deux auteurs légitimistes n'identifient pas clairement l'ennemi. Religion, âge d'or, ordre, tradition, anthropologie pessimiste, décadentisme, immuabilité sociale irriguent leurs œuvres et constituent toujours le schème dominant, même s'il est adapté, des extrêmes droites, mais la désignation de l'ennemi, bouc émissaire nécessaire car cause de tous les maux de l'Histoire, fait défaut.

Ce sera chose faite avec Charles Maurras, doctrinaire du « nationalisme intégral », qui transforma le mouvement antidreyfusard *Action française* en formation royaliste. S'affirmant volontiers adogmatique malgré les critiques qui lui étaient faites, il répugna longtemps à se livrer à un exposé systématique de sa doctrine. Il ne consentit à le faire qu'en 1937<sup>56</sup>. Quoiqu'on ne puisse réduire sa pensée politique aux aspects les plus polémiques, on trouve une constante du discours des extrêmes droites soit, précisément, la figure de l'ennemi. Le parti de l'étranger, ce que l'extrême droite préférerait alors appeler l'Anti-France<sup>57</sup>, insidieusement nichée sur le territoire national, aurait été constitué, selon l'Académicien devenu collaborateur, de « quatre Etats confédérés » : les protestants (il s'inscrit en cela dans le sillage de Joseph de Maistre), les juifs, les francs-maçons et les métèques (les étrangers, dans la conception de l'Athènes antique). Ce faisant, il systématise le mythe apparu dès le XIX<sup>e</sup> siècle de la « cinquième colonne », cet ennemi de l'étranger, ce parti de l'étranger fantasmatique. Ces « quatre Etats » constituent pour lui l'incarnation ancestrale des agents visant à œuvrer contre la France. Ils ont pour caractéristique commune d'être – et cela ne peut que renforcer l'idée d'éléments externes au corps social, à la Nation, au « génie français » et à son âme propre – non seulement présents en France mais partout dans le monde. Ces quatre agents externes luttent en permanence contre ce que Maurras promet : l'ordre, la symétrie, la

---

<sup>54</sup> Cité par M. WINOCK, « L'extrême droite : avatars et invariants », *art. cit.*, p. 152.

<sup>55</sup> Cité par M. WINOCK, « L'éternelle décadence » in *Lignes* 1988/3 (n° 4), p. 63.

<sup>56</sup> C. MAURRAS, *Mes idées politiques*, Paris, Fayard, 1937, 400 pp.

<sup>57</sup> Sur l'Anti-France, voir l'analyse qu'en fait Raoul Girardet : R. GIRARDET, *Mythes et mythologies politiques*, Paris, éditions du Seuil, 1986, 212 pp.

hiérarchie allant de pair avec la discipline et la tradition. Auteur se revendiquant clairement du classicisme, il répudiait en effet le romantisme en ce que ce dernier courant constituait la manifestation du changement, de sorte que sa philosophie politique s'inscrit en syntonie absolue avec sa littérature. Changement que promouvraient en revanche systématiquement les quatre entités ennemies de la France, cette France mystique qu'elles viseraient en réalité à abattre.

Sa pensée est intéressante en ce qu'elle peut apparaître en réalité atypique. Quoique source incontestable de l'extrême droite, Maurras tenait à affirmer qu'il n'était pas raciste, ce qui ne manque pas de dérouter, à l'aune notamment de son comportement durant la guerre. Il l'écrit sans ambages dans le journal éponyme de son mouvement, quelques semaines avant le déclenchement de la II<sup>de</sup> Guerre mondiale : « Nous ne pouvions manquer ici d'être particulièrement sensibles : le racisme est notre vieil ennemi intellectuel ; dès 1900, ses maîtres français et anglais, Gobineau, Vacher de Lapouge, Houston Chamberlain, avaient été fortement signalés par nous à la défiance des esprits sérieux et des nationalistes sincères »<sup>58</sup>. En 1933 déjà il affirmait « nous ne croyons pas aux nigauderies du racisme »<sup>59</sup> pour préciser, quatre ans plus tard « J'ai, pour mon compte, toujours pris garde de séparer les réflexions sur l'hérédité politique et économique d'avec les généralisations vagues, aventureuses et captieuses sur la stricte hérédité physiologique »<sup>60</sup>.

Quoique s'affirmant non raciste, il promut pour autant un « antisémitisme d'Etat », qu'il commença à conceptualiser dès 1911 et opposa à l'« antisémitisme de peau », bien qu'à l'époque il n'ait pas encore mentionné les exceptions qu'il fera concernant les « juifs bien nés »<sup>61</sup> ; il n'a alors que 43 ans et les figures de proue de l'extrême droite sont Léon Daudet, par ailleurs rédacteur en chef du quotidien *L'Action française* et Édouard Drumont, antisémite notoire, auteur du sinistre ouvrage *La France juive*<sup>62</sup>. Ainsi que l'écrit Laurent Joly, cet « antisémitisme d'Etat », nécessaire à la Raison d'Etat et en concordance avec « le nationalisme intégral » défendu par Maurras, « se résume alors en une seule proposition : éliminer le Juif de la vie de la Cité en lui retirant sa "nationalité fictive de Français", en le remplaçant dans le statut d'éternel étranger d'avant la Révolution française »<sup>63</sup>. Le « Juif bien né » apparaît dans ses écrits en 1915, quand il publie dans son quotidien la lettre posthume d'un jeune officier de confession juive se réjouissant, s'il venait à mourir, de devenir « complètement Français », car il aura mêlé son sang, écrit-il, aux « plus vieilles familles de France ». Pour autant, Laurent Joly toujours souligne que « cette ouverture aux "bons serviteurs" maintient une relation fondamentalement dissymétrique. L'atténuation théorique née de la Grande Guerre est d'abord et avant tout une légitimation de l'"antisémitisme d'État" : le "Juif bien né" est une pierre de plus à l'édification de la pensée maurrassienne, une confirmation de sa bienfaisance »<sup>64</sup>. De sorte qu'est ainsi fixée dans sa doctrine une inégalité

<sup>58</sup> C. MAURRAS, *L'Action française*, 4 août 1939.

<sup>59</sup> ID., *L'Action française*, 9 octobre 1933.

<sup>60</sup> ID., *L'Action française*, 25 mars 1937.

<sup>61</sup> Voir L. JOLY, « Les débuts de l'Action française (1899-1914) ou l'élaboration d'un nationalisme antisémite », *Revue historique*, 639, juillet 2006, pp. 695-717, et ID., « L'Action française bimensuelle et quotidienne. Stratégies politiques et intellectuelles (1899-1914) », in Michel LEYMARIE, Jacques PRÉVOTAT (dir.), *L'Action française. Culture, société, politique*, Presses Universitaires du Septentrion, Villeneuve d'Ascq, 2008, pp. 327-336.

<sup>62</sup> E. DRUMONT, *La France juive*, Paris, Flammarion, 1886, 1200 pp. (deux volumes). Sur Drumont, lire notamment M. WINOCK, *Édouard Drumont et Cie. : Antisémitisme et fascisme en France*, Paris, Seuil, 1982, 218 pp.

<sup>63</sup> L. JOLY, « D'une guerre l'autre. L'Action française et les Juifs, de l'Union sacrée à la Révolution nationale (1914-1944) », in *Revue d'histoire moderne & contemporaine*, 2012/4 (n° 59-4), p. 101.

<sup>64</sup> ID., « D'une guerre l'autre », *art. cit.*, p. 103.



structurelle entre les Français de confession juive, quelle que soit leur contribution à la patrie, et les autres, en ce que ces derniers auraient prouvé depuis des générations qu'ils sont le socle de la nation. On retrouve là les fondements de la pensée des premiers contre-révolutionnaires, pour lesquels l'égalité des citoyens telle qu'établie par la Révolution est fictive et dangereuse car contraire à l'Histoire. Mais là où Bonald et Maistre établissaient l'inégalité entre les ordres, elle est déplacée au début du XX<sup>e</sup> siècle à la « question juive ». Dès lors, s'il y a bien une différence doctrinale entre « l'antisémitisme d'Etat » et l'antisémitisme proprement racial, le socle théorique esquissé par l'Académicien français, bréviaire de l'antisémitisme français, justifiera le statut des juifs du 3 octobre 1940 (alors même que l'occupant nazi n'avait encore rien demandé à Vichy) faisant de ces derniers des « citoyens de seconde zone »<sup>65</sup>, exclus de la fonction publique, quand l'exercice de professions libérales leur était conditionné.

Certes, l'antisémitisme maurassien diffère de l'antisémitisme nazi. Ses « penseurs », au premier rang desquels Alfred Rosenberg<sup>66</sup>, théorisant la haine véhiculée dans *Mein Kampf*, en établissent la triple structure, métaphysique, biologique et bactériologique<sup>67</sup>, en ce que « le Juif » est tout d'abord un principe, celui du mal destructeur projetant de dominer le monde, qu'il constitue une race, une sous-race, proprement inhumaine, et qu'il révèle sa vraie nature, un bacille, qu'il s'agit d'extirper du corps social car susceptible de le contaminer, de le corrompre. Certes, Maurras ne théorisa pas l'Holocauste, pas plus qu'il ne le promut. Mais, dans les faits, il participa du sort funeste de ce peuple, car pour lui fondamentalement apatride. L'inégalité érigée au nom du « nationalisme intégral », de la Raison d'Etat et de son corollaire maurassien, « l'antisémitisme d'Etat », structurera l'action de Vichy jusqu'à la honte absolue, irréversible macule, de la rafle du Vélodrome d'hiver, les 16 et 17 juillet 1942.

Il ne s'agit pas bien sûr ici d'établir l'inventaire exhaustif de la pensée contre-révolutionnaire mais, à travers les principales figures évoquées, française, allemande, britannique (et c'est ici où l'on peut s'écarter des thèses développées par Zeev Sternhell qui affirmait que la France était le terreau de la pensée d'extrême droite), de marquer quels sont les invariants structurels des extrêmes droites, quelles que soient les formes multiples qu'elles empruntent aujourd'hui ou ont établies hier : Âge d'or, palingénésie, ordre, hiérarchie, sécurité, tradition, inégalité de classes, de cultures ou de « races » et identification de l'ennemi constituent le socle autour duquel gravitent les formations politiques de ce courant, et ce tant dans le temps que dans l'espace. C'est d'ailleurs à présent l'histoire récente de ces idées et mouvements qu'il s'agit d'aborder, des deux côtés des Alpes.

### **III. Archéologie des rapports entre les extrêmes droites françaises et italiennes de 1946 à 1972**

L'intitulé de cette partie et la scansion chronologique qu'elle propose résulte d'une volonté : établir les rapports entre ces extrêmes droites depuis la date de la création du *Mouvement social italien* jusqu'à celle de la fondation du *Front national*. Nous avons examiné dans le développement précédent quels sont les invariants idéologiques de l'extrême

---

<sup>65</sup> André KASPI, *Les Juifs pendant l'Occupation*, Paris, Seuil, 1997, p. 54.

<sup>66</sup> A. ROSENBERG, *Der Mythos des zwanzigsten Jahrhunderts*, op. cit.

<sup>67</sup> Y. CHEVALIER, « Le modèle du bouc émissaire : l'exemple de l'antisémitisme allemand », in *Germanica*, 1987/2, *Ethnicité et figures phobiques*, p. 11.

droite. Il s'agit maintenant de comprendre comment non seulement mouvements et idées ont pu renaître mais encore quelles furent les solidarités qui se nouèrent de part et d'autre des frontières. De sorte qu'il sera plus aisé de comprendre si le « nouveau terreau » surgi après-guerre, soit la première actualisation de la matrice, a rapport avec le substrat de la seconde actualisation (décennie 2010), quelques que soient les apparentes mutations.

Ces extrêmes droites, tant institutionnelles qu'extraparlementaires, ont toujours entretenu après-guerre des liens, souvent étroits, par-delà les frontières. A l'aune de ces derniers et de l'histoire de ces formations depuis 1946, on examinera, dans la dernière partie consacrée aux apparentes mutations des discours, si les relations entretenues révèlent aussi les constantes structurelles caractéristiques de la permanence de l'idéologie nourrissant le terreau de ces partis. C'est pourquoi est-il au préalable utile de se pencher sur l'histoire récente de ces mouvances politiques.

Pour d'évidentes raisons, la réapparition des formations héritières des courants et mouvances discrédités durant l'Occupation ne fut pas immédiate en France. Elle est advenue dix-sept ans après la Libération. Dans le contexte de la Guerre d'Algérie, et après le putsch avorté des généraux du 21 avril 1961, une partie de l'armée de métier se rebella, ce qui déclencha son basculement dans la clandestinité, préalable à la création de l'*Organisation de l'Armée secrète (OAS)*. Ce fut le facteur déclencheur de la « résurrection » des extrêmes droites françaises. Avant le coup d'Etat, les tenants de l'Algérie française avaient déjà pu voir confluier *Jeune Nation*, le *Front national pour l'Algérie française* créé par Jean-Marie Le Pen, la *Restauration française*, le *Front de l'Algérie française*, *Ordre français* et d'autres groupuscules encore, sans compter les habituelles personnalités de l'extrême droite, telle l'une de ses figures de proue et principal héraut, Jean-Louis Tixier-Vignancour, qui désigna d'ailleurs le même Le Pen comme directeur de campagne lors de l'élection présidentielle de 1965 pour laquelle il avait candidaté<sup>68</sup>.

La défaite de bataille de Diên Biên Phu le 7 mai 1954, les accords de Genève du 21 juillet qui en résultèrent et marquèrent l'indépendance des anciens territoires français d'Indochine, la loi-cadre Defferre du 23 juin 1956 préparant la décolonisation des anciennes Afriques occidentale et équatoriale françaises (*AOF* et *AEF*) constituèrent autant d'éléments qui purent heurter l'armée de métier d'une part, qui vécut cet abandon comme une véritable humiliation, et les extrêmes droites d'autre part, quoiqu'elles fussent encore groupusculaires. En effet, ces dernières ne pouvaient se résigner au dépècement de l'ancien Empire colonial français, qui marquait la domination de « l'homme blanc » sur les populations indigènes. L'Algérie, plus encore que tous les autres territoires, ne pouvait décidément pas accéder à l'indépendance car elle constituait, au contraire de ces derniers, une colonie de peuplement. Il y avait en effet en 1954, l'année du déclenchement de la guerre<sup>69</sup>, environ un million de Français et huit millions

---

<sup>68</sup> Sur ces multiples ralliements, lire le chapitre consacré aux guerres coloniales, in J.-P. GAUTIER, *Les extrêmes droites en France : de la traversée du désert à l'ascension du front national (de 1945 à nos jours)*, Paris, Syllepse 2017 (2<sup>e</sup> édition revue et augmentée), 528 pp.

<sup>69</sup> Le 1<sup>er</sup> novembre 1954 est considéré comme le début de la Guerre d'Algérie, et est connu sous le nom de Toussaint rouge, durant laquelle le *Front de libération nationale (FLN)*, tout nouvellement créé (octobre 1954) se fait pour la première fois connaître en organisant soixante-dix attentats sur une trentaine de localités du territoire algérien, surtout dans l'Aurès et en Kabylie, qui tuèrent tant civils que militaires. Le fatal engrenage était alors déclenché. François Mitterrand, alors ministre de l'Intérieur déclara le 5 novembre 1954 : « La seule négociation, c'est la guerre », lors même qu'il ne s'agissait officiellement que de mesures de maintien de l'ordre. Le 7 novembre, à l'occasion d'une allocution officielle (consultable sur les archives de l'Institut national de l'audiovisuel) il déclara « L'Algérie, c'est la France » et annonça l'envoi de « renforts militaires ».

de « Français musulmans »<sup>70</sup>. Par ailleurs, la fin de l'Empire constituait pour ces formations un recul occidental inenvisageable face à l'ennemi communiste, agité tel un épouvantail et érigé en mal absolu. C'est ainsi que s'engouffrèrent dans cette brèche tous les mouvements plus hauts mentionnés qui parvinrent à manipuler et endoctriner une part non négligeable de la population des pieds-noirs d'Algérie. Certaines de ces différentes mouvances, parce que dissoutes, basculèrent dans la clandestinité pour nourrir les rangs de l'OAS.

C'est en cette première occasion que la solidarité italienne néofasciste s'est manifestée et que se sont noués des contacts indéfectibles, quelles que soient les métamorphoses de ces multiples formations.

Il y eut longtemps un ascendant du MSI sur les innombrables mouvances d'extrêmes droites françaises en raison de deux facteurs. Il s'agit, tout d'abord, de l'antériorité de sa représentation parlementaire puisque le parti néofasciste italien fit son entrée dans les enceintes du *Palazzo Montecitorio* (siège de la Chambre des députés) et du *Palazzo Madama* (siège du Sénat) dès la I<sup>ère</sup> Législature de la toute récente République, en mai 1948<sup>71</sup>. Cela résulte, ensuite, de l'impossibilité structurelle, pendant une quarantaine d'années, d'unifier les mouvements d'extrêmes droites française, le FN ne naissant en effet qu'en 1972. L'éphémère épisode poujadiste, balayé dès la naissance de la V<sup>e</sup> République, fit élire à la chambre basse 52 députés en 1956 mais l'on ne peut, à proprement parler, le qualifier d'extrême droite tant il procéda surtout d'une réaction antifiscale provenant d'un électorat essentiellement composé de petits artisans et commerçants, même si l'on compta, dans les rangs de ce groupe, certaines individualités qui s'illustreront politiquement dans les courants objets de cette étude, à l'instar de l'un des futurs fondateurs du FN, en la personne de Jean-Marie Le Pen. A cet égard, on peut concorder avec l'analyse qu'en fait Romain Souillac<sup>72</sup>, qui convient que si nombre de dirigeants du mouvement de Pujade ont pu se situer à la confluence de certains des héritages d'extrême droite, dont l'Action française, les ligues d'entre-deux-guerres et Vichy<sup>73</sup>, la base,

---

<sup>70</sup> Aussitôt l'Algérie annexée, consécutivement à la victoire des armées de Louis Philippe, qui poursuivit la conquête initiée par Charles X, l'héritier de la branche des Orléans promulgua l'ordonnance royale du 24 février 1834 qui établissait une ségrégation politique de fait. En effet, si les « indigènes » musulmans ou juifs étaient effectivement considérés comme des sujets français, ils n'obtinrent pour autant pas la pleine nationalité française, d'où cette appellation d'« indigènes ». Néanmoins, le décret Crémieux du 7 novembre 1870 accorda aux juifs d'Algérie la pleine citoyenneté française (retirée en 1940 par le Gouvernement de Vichy), alors que les musulmans furent soumis à partir de 1881 au Code de l'indigénat qui « dérogeait aux principes républicains, en soumettant les sujets coloniaux à une répression particulière échappant aux garanties du droit commun » (Sylvie THENAULT, in *Histoire de l'Algérie à la période coloniale. 1830-1962*, A. BOUCHENE, J.-P. PEYROULOU, O. SIARI-TENGOUR, S. THENAULT (dir.), Paris, La Découverte, 2014, p. 200). Voir aussi P. WEIL, *Qu'est-ce qu'un Français ? Histoire de la nationalité française depuis la Révolution*, Paris, Grasset, 2002, 480 pp.

Pour des chiffres précis et une étude de la démographie algérienne depuis 1856 se reporter à D. MAISON « La population de l'Algérie », in *Population*, 1973, 28-6, pp. 1079-1107.

<sup>71</sup> Suite à la tenue du référendum du 2 juin 1946, la Cour de cassation proclama officiellement l'instauration de la République le 10 juin. Les résultats étaient néanmoins relativement serrés puisque la République recueillit 54, 27 % des suffrages exprimés quand la monarchie, pourtant compromise avec le régime fasciste, en remporta 45, 73. C'est surtout au *Mezzogiorno* que l'on trouva les partisans les plus déterminés du maintien des Savoie sur le trône italien.

<sup>72</sup> R. SOUILLAC, *Le mouvement Pujade. De la défense professionnelle au populisme nationaliste (1953-1962)*, Paris, Presses de Sciences Po, 2007, 416 pp.

<sup>73</sup> On peut douter en revanche que ce fut le cas de Pierre Pujade, qui appela à voter pour François Mitterrand en 1981 et Jean-Pierre Chevènement en 2002 et qui, par ailleurs, a très clairement renié Le Pen, déclarant même qu'il « aurait mieux fait de [se] casser une jambe plutôt que d'en faire un député [sic] » (cité par *Le Monde*, édition du 30 avril 2002).

elle, car séduite bien plutôt par le message antifiscal, ne peut être rangée dans cette classification<sup>74</sup>.

En tout état de cause, l'attrait des groupuscules français, voire l'admiration à l'égard du *MSI* sont dus au « prestige » qu'il acquit trois ans seulement après la fin de la guerre, puisqu'aux élections de 1948 il obtint six sièges à la Chambre, un au Sénat. Résultat certes modeste mais ce parti, qu'on pût penser disqualifié en raison de sa référence explicite au Manifeste de Vérone<sup>75</sup> de la *République sociale italienne* de Salò de 1943, recueillit 2 % des suffrages à la chambre basse, soit plus de 500.000 voix. Cette présence au Parlement constituait déjà un socle, que le parti néofasciste – exclu de ce qu'on appelait alors l'arc constitutionnel, c'est-à-dire les partis issus de la résistance et représentés à la Constituante de 1946 – fit rapidement fructifier puisqu'il tripla son score cinq ans après pour la II<sup>e</sup> Législature, obtenant 5,84 % des voix (plus d'un million et demi) à la Chambre des députés et quintupla sa représentation, forte de 29 sièges dans cette assemblée (6,07 % des suffrages et 9 sièges au Sénat). Se situant jusqu'au début des années 1970 toujours autour d'un étiage de 5 %, il réussit même une percée significative, avec environ 9 % des suffrages exprimés pour la VI<sup>e</sup> législature de 1972, constituant deux groupes de 56 députés et 26 sénateurs, quand le candidat du tout nouveau *FN*, Jean-Marie Le Pen, recueillit lors de l'élection présidentielle française de 1974 le piteux score de 0,75 points, cantonnant l'extrême droite (presque) unifiée à l'état de groupuscule sans intérêt, d'autant que le même candidat ne put réunir le nombre de parrainages requis pour se présenter de nouveau sept ans plus tard, à l'élection présidentielle de 1981. Les espoirs fondés en 1965 sur la candidature de Jean-Louis Tixier-Vignancour paraissaient également démesurés, malgré sa personnalité en apparence moins marquée. L'avocat de Louis-Ferdinand Céline et du général putschiste Raoul Salan avait pourtant un douteux pedigree<sup>76</sup>. Le candidat autoproclamé de « l'opposition nationale » ne

---

<sup>74</sup> Le poujadisme s'apparenterait bien plutôt au *Qualunquismo* italien, né après la II<sup>nde</sup> Guerre mondiale, et associé au mouvement politique *Fronte dell'Uomo Qualunque* apparu concomitamment à la revue éponyme publiée à partir du 27 décembre 1944 par Guglielmo Giannini. Il s'était caractérisé par une forte défiance vis-à-vis des institutions, des partis politiques, du personnel politique en général. Il est même devenu un éphémère parti après-guerre obtenant 5,30 % des suffrages aux élections à l'Assemblée constituante de 1946, ce qui lui permit d'obtenir trente sièges. Tout comme pour le parti poujadiste dix ans après, ce mouvement fit long feu puisqu'il disparut en juin 1948. Son programme était pour le moins sommaire. Pour Guglielmo Giannini, qui ne concevait l'État qu'en tant que simple structure administrative, « il suffit d'un bon comptable qui prenne ses fonctions le 1<sup>er</sup> janvier et s'en aille le 31 décembre et qu'il ne soit rééligible d'aucune façon ». Il s'agissait, contre la centralisation décisionnelle de l'État, de donner la parole à l'*Uomo qualunque*, cet homme quelconque dont l'on rend mieux l'idée en français en le dénommant homme de la rue, homme ordinaire ou Italien moyen.

Sur le *Qualunquismo* voir par exemple G. ORSINA, « L'antipolitica dei moderati : dal qualunquismo al berlusconismo », in *Ventesimo secolo : rivista di studi sulle transizioni*, 2013, 30, 1, pp. 91-111.

<sup>75</sup> Ce manifeste, approuvé le 14 novembre 1943 lors du congrès de Vérone, est un texte programmatique dans lequel sont exposés les axes de la politique du Parti fasciste républicain nouvellement créé, où sont notamment citées les mesures nécessaires à la socialisation de l'économie. On a pu valablement dire qu'il s'agissait d'un retour aux sources « révolutionnaires » du fascisme de 1919. Sur la *RSI* et la Manifeste de Vérone, voir le chapitre consacré à « la République de Salò et le retour aux sources », in F. LE MOAL, *Histoire du fascisme*, Paris, Perrin, 2018, pp. 339 à 372.

<sup>76</sup> Déjà député de 1936 à 1940 (il le redeviendra deux ans sous la liste Poujade, de 1956 à 1958) il fit partie des 569 parlementaires qui votèrent les pleins pouvoirs à Pétain le 10 juillet 1940 ; mais tous, loin s'en faut, n'étaient pas d'extrême droite, seuls 80 députés et sénateurs refusant en effet l'adoption de la loi. Néanmoins, il eut un parcours des plus sulfureux : membre de l'*Action française* en 1934, il participa à la manifestation factieuse du 6 février où il n'hésita pas à faire le coup de poing et qui se conclut par 19 morts, comme on l'a vu plus haut note 15. Durant la guerre, il fut nommé en 1940 secrétaire général adjoint à l'information sous le régime de Vichy et comme tel établit un nouveau régime de censure, interdisant les « films d'incitation à la haine contre l'Allemagne » (dont *La Grande Illusion*, chef d'œuvre de Jean Renoir). Il fut pourtant acculé à la démission en janvier 1941. En raison d'une disgrâce qui lui valut une incarcération de quelques mois suite à une condamnation fin juillet 1941 pour « propos injurieux à l'égard du Maréchal Chef de l'État », il profita à la Libération d'une

recueillit en effet pour sa part que 5,2 % des suffrages exprimés, étiage non insignifiant, certes, mais qui ne fut plus jamais atteint au niveau national jusqu'aux élections européennes de 1984, qui virent la percée historique du *FN*, point de départ de son ascension, se hissant à près de onze points, à une coudée du *PCF*, qui marquait inversement son irréversible déclin.

Pour en revenir aux origines des liens unissant les « droites nationales » des deux côtés des Alpes, elles remontent au début des années 1960, notamment en raison de l'arrimage non négligeable dans la société italienne du *MSI*. C'est en effet à la faveur du combat « Algérie française », des ultras de l'*OAS* que ces derniers trouvèrent en Italie de puissants soutiens destinés à se pérenniser. De sorte que, après la Madrid franquiste où, un avant la création de l'*OAS* (février 1961), se réfugièrent les premiers ultras, la péninsule devint, dès la naissance de l'organisation factieuse, la terre d'accueil privilégiée des militaires ayant basculé dans la clandestinité et de leurs partisans. C'est la sûreté française qui en signala l'implantation, participant d'une « chaîne de bases de l'*OAS* » le long du rivage méditerranéen, de l'Italie à l'Espagne<sup>77</sup>. Si la circulation des personnes nécessitait encore un contrôle douanier aux frontières, que certains surent subtilement contourner grâce à un réseau très structuré de passeurs, celles des armes et des idées ne s'embarraient manifestement pas de telles contraintes. Par ailleurs, les insurgés ont pu bénéficier à Rome d'une solide structure d'accueil et d'aide opérationnelle, d'autant que le *MSI* avait des moyens institutionnels, c'est-à-dire légaux, locaux et imprimeries notamment. Officiellement, bien évidemment, le parti de Giorgio Almirante démentit tout contact entre l'*OAS* et le *MSI*, par la voix de son secrétaire général, Arturo Michelini, à l'occasion d'un entretien télévisé qu'il accorda le 5 octobre 1961 et qui fut transcrit par l'organe officiel du mouvement, le quotidien *Il Secolo d'Italia*<sup>78</sup>. Toutefois, le même journal affirma un soutien symbolique sans faille à l'occasion du procès de Raoul Salan, l'un des quatre journaux putschistes d'avril 1961<sup>79</sup>. Il se faisait en cela l'écho non pas tant des divisions mais du débat interne au sein de la direction du *MSI*, certains ne voyant aucun intérêt à défendre l'Algérie française et ses partisans, en ce que ce n'était pas leur combat, d'autres, plus radicaux, exprimant tout au contraire l'importance politique d'un soutien sans faille, au nom de la lutte de l'Occident contre le péril communiste. Pour autant, ce jeu équivoque était peu crédible puisque quelques mois avant, et peu après le putsch des généraux, Julius Evola, philosophe et ancien doctrinaire du régime fasciste prit position dans la revue *L'Italiano*. L'idéologue italien y dénonçait De Gaulle, selon lui en proie à l'influence des francs-maçons et des juifs (vielle antienne maurassienne déjà évoquée dans cette étude) et

---

certaine indulgence, puisqu'il fut de nouveau emprisonné quelques mois seulement sans être frappé de l'infamante peine d'indignité nationale. Il dut seulement endurer une condamnation plutôt clémente à une peine d'inéligibilité de dix ans. Ne reniant rien de son passé à l'odeur de soufre, il fonda la Revue *Défense de l'Occident* en décembre 1952 avec Maurice Bardèche (beau-frère de l'écrivain collaborationniste Robert Brasillach, fusillé à la Libération) où écrivirent d'innombrables plumes de l'extrême droite. Outre les multiples traductions de textes de Julius Evola, on l'a dit philosophe officiel du régime fasciste, et de Giorgio Almirante, qu'on ne présente dorénavant plus dans cette étude, on pouvait y trouver les signatures de Lucien Rebatet, fasciste revendiqué, auteur de l'ouvrage *Les Décombres*, paru et encensé sous l'Occupation, Jacques Benoist-Méchin, ministre sous Vichy, Jacques Isorni, avocat de Pétain, Alain de Benoist, tête pensante du *GRECE*, Robert Faurisson, « pape » du révisionnisme et tant d'autres encore.

<sup>77</sup> C'est grâce au dépouillement minutieux des documents accessibles des services de renseignement italien et français d'alors que Pauline Picco a pu rendre public le « traçage » des déplacements de ces clandestins. Voir P. PICCO, *Liaisons dangereuses. Les extrêmes droites en France et en Italie, op. cit.*, dans les développements consacrés aux « Réseaux et mythes OAS en Italie ».

<sup>78</sup> Rapporté par P. PICCO, *op. cit.*

<sup>79</sup> Maître Jean-Louis Tixier-Vignancour, que nous avons déjà rencontré entre autres en cette qualité d'avocat, s'il avait réussi à faire échapper Salan à la mort (ce qui provoqua la fureur du général De Gaulle), ne put en revanche convaincre la Cour militaire de justice de ne pas prononcer la peine capitale à l'encontre de Jean Bastien-Thiry, organisateur de l'attentat du Petit-Clamart, dont il assurait la défense aux côtés de Maître Jacques Isorni, avocat de Pétain en 1945.

s'autorisait à écrire « La France a laissé entendre qu'elle tolérerait que des Français tuent des Français, que des hommes de race blanche se massacrent entre eux pour glorifier des "revendications" d'un peuple non français et de couleur, pour glorifier l'Algérie "algérienne". Ceci est un comble, une perte inouïe de crédit, le témoignage d'une *carence de sentiments nationaux et raciaux* [c'est nous qui soulignons], qui pourrait difficilement être dépassée »<sup>80</sup>. Certes, Julius Evola n'avait alors plus aucune fonction officielle mais son prestige, non seulement au *MSI* mais aussi, plus largement, dans toutes les franges des extrêmes droites italiennes ainsi qu'européennes, signalait clairement les liens que ces dernières s'apprêtaient à nouer, malgré l'embarras du parti d'Almirante.

Les relations perdurèrent bien évidemment après « la geste » de l'*OAS* mythifiée par les mouvements étudiés. Cette dernière guerre coloniale française força les mouvances d'extrêmes droites italiennes et françaises à se projeter sur d'autres combats, à identifier d'autres ennemis, les doctrinaires de ces mouvements prenant conscience que la nostalgie de l'ancien Empire colonial français ne pouvait plus trouver grande résonance dans les années 1970, hors bien évidemment leurs cercles restreints. Le mouvement *Occident* (qui, comme on l'a vu *supra*, fut dissous en 1968) ne s'était guère illustré par son étoffe idéologique, hors les coups de poing contre les mouvements gauchistes de 1968. Son héritier, *Ordre nouveau*<sup>81</sup>, constitué pour l'essentiel des mêmes cadres, prit conscience de cette vacuité et fournit la matrice idéologique première du *FN*. Il était alors et jusqu'à la fondation de ce dernier, « l'unique parti politique constitué et structuré de l'opposition nationale »<sup>82</sup>. Deux combats l'animèrent. Il fallait d'une part barrer la route à l'ennemi de l'intérieur, la gauche, d'autant plus dangereuse à ses yeux car unifiée autour de l'élaboration du Programme commun de 1972 (signé par le *PCF*, le *PS* et le *Mouvement des radicaux de gauche*), qui aboutit à la désignation d'un candidat unique, en la personne de François Mitterrand, dans la perspective de l'élection présidentielle de 1974. Il convenait, d'autre part, d'internationaliser la « lutte », *Ordre nouveau* faisant son miel de la Guerre du Vietnam, pour lui symbole de la résistance de l'Occident face à l'ennemi rouge. *ON*, confronté à ce double combat, prit alors conscience qu'il devait mettre fin à la période groupusculaire dont jamais, après-guerre, les extrêmes droites françaises n'étaient sorties. C'est ainsi qu'il se tourna, comme le firent ses prédécesseurs de l'*OAS* notamment, vers le « Parti frère », le « grand frère », le *MSI* encore et toujours, on l'aura compris, qui réussit, dans la même décennie à unifier les différentes extrêmes, jusqu'au courant monarchiste.

C'est fort de cet exemple qu'*ON* publie, dans le texte de son deuxième congrès (1972) : « Nous voulons acquérir une dimension autre que celle d'une secte ou d'un groupuscule. L'action pour l'action c'est terminé. Nous voulons construire un grand parti comme le *MSI* italien que nous nous donnons déjà comme modèle [...]. Croire à l'heure actuelle qu'un groupuscule de 100 personnes peut changer la situation, cela n'est pas sérieux. La minorité agissante sera le parti avec ses 20 000 ou 30 000 militants travaillant au sein d'une clientèle

---

<sup>80</sup> J. EVOLA, « La scelta della Francia », in *L'Italiano*, III, 4-5, avril-mai 1961, cité par P. PICCO, *op. cit.* Mensuel culturel et politique d'extrême droite, proche du *MSI*, *L'Italiano* a été fondé par Pino Romualdi. Ce journaliste et homme politique fut ancien vice-secrétaire du Parti fasciste républicain (*PRI*) durant la République de Salò après avoir été militant du *Parti national fasciste (PNF)*, Il sortit de la clandestinité en juin 1946 à la faveur de l'amnistie Togliatti, ce qui lui permit de devenir parlementaire dès la II<sup>e</sup> Législature sans discontinuer, trente-quatre ans durant, de 1953 à 1983 sous les couleurs du *MSI* (trente ans député, quatre ans sénateur). De 1976 à 1982 il fut président du *MSI* dont il était l'un des fondateurs.

<sup>81</sup> Pour de plus substantiels développements sur ce mouvement, voir N. LEBOURG, J. PREDA, J. BEAUREGARD, *Aux racines du FN. L'histoire du mouvement Ordre Nouveau*, *op. cit.*

<sup>82</sup> J.-P. GAUTIER, *Les extrêmes droites en France : de la traversée du désert à l'ascension du front national*, *op. cit.*, p. 185.

représentant au moins 10 % du corps électoral, c'est le cas actuel du *MSI* qui a maintenant une chance, pas avant »<sup>83</sup>. Comme il l'avait fait autre fois pour l'*OAS* et ses satellites, le *MSI* soutint la démarche.

Outre la volonté d'élargir sa base militante pour conquérir un électorat correspondant à l'étiage historique auquel est parvenu le *MSI* en 1972 (voir *supra*), *ON*, contrairement à *Occident*, va se nourrir d'une vraie doctrine, alimentant son programme électoral. On ne s'étonnera pas, outre les habituelles récurrences structurant la pensée extrémiste que nous avons développées dans la II<sup>e</sup> partie, de retrouver également l'inspiration « sociale », du retour aux sources du « fascisme révolutionnaire », tel qu'inscrit dans le Manifeste de la République sociale italienne de Salò<sup>84</sup>. Soit l'empreinte, toujours, du *MSI* qui s'en est fait légataire.

La dissolution d'*ON* (juin 1973), peu après la naissance du *FN* (octobre 1972), ne constitua jamais qu'une « mort » juridique, aucunement idéologique, puisque l'un de ses principaux intellectuels, François Duprat, continua son œuvre à l'ombre de Le Pen père. Cet historien de formation, idéologue antisémite et révisionniste de moult groupuscules d'extrême droite, fut l'un des fondateurs du *FN*<sup>85</sup>. Son influence auprès du président du parti fut très importante, jusqu'à son assassinat, en 1978, dans des conditions qui jamais ne furent élucidées. Il animait l'une des tendances les plus droitières de la formation, dite « nationaliste-révolutionnaire ». Directeur de de la *Revue d'histoire du fascisme*, hebdomadaire ouvertement néofasciste, il fut évidemment en contact étroit avec les idéologues italiens du « parti frère », d'autant qu'il continua le travail entrepris dans la revue déjà rencontrée *Défense de l'Occident* de Maurice Bardèche, dont il était rédacteur et où il écrivit quantité d'articles relatifs aux extrêmes droites italiennes et à leur histoire. La pensée néo-fasciste d'un François Duprat, édulcoré une décennie peu après par l'ethno-différentialisme de la *Nouvelle droite et du GRECE* dont certains membres rejoignirent le *FN* à la mi-temps des années 1980<sup>86</sup>, important le concept de « préférence nationale », devenu antienne du *FN* puis du *RN*, constituèrent le « nouveau terreau » de l'extrême-droite institutionnelle française.

On ne peut ici recenser l'ensemble des liens unissant par-delà les frontières les formations d'extrêmes droites des deux pays jusqu'à la fondation du *FN* puis au-delà, tant ils furent nombreux<sup>87</sup>. Tant entrevues officielles et réunions clandestines se juxtaposèrent-elles, puisque jamais ne furent rompus les liens entre les deux partis officiels d'une part et les formations clandestines de l'autre. Tant ces accointances perdurèrent pendant les années de plomb italiennes, dans le sinistre contexte de la stratégie dite de la tension de l'extrême droite clandestine italienne et son cortège de massacres. Tant elles se maintinrent et perdurèrent jusqu'à la mue postfasciste du *MSI*, devenu *Alleanza nazionale* (fondée en 1995).

Ce qu'il était ici important d'établir, ainsi que nous l'avions annoncé en début de ce développement, c'était qu'elle avait été l'actualisation de la matrice originelle, « nouveau terreau » en son Acte I<sup>er</sup> des extrêmes droites renaissantes d'après-guerre, qui, en fait, ne reniaient rien, ou si peu, de leur passé idéologique, déjà travesti sous d'autres vocables.

---

<sup>83</sup> Cité par J.-P. GAUTIER, *op. cit.*, p. 186.

<sup>84</sup> Sur le Manifeste de Vérone voir *supra*, note 75.

<sup>85</sup> Aux côtés, entre autres, de Pierre Bousquet, ancien de la division SS Charlemagne, Emmanuel Allot, ancien milicien, condamné à la libération pour collaboration, André Dufraisse, membre du *PPF* et de la *Légion des volontaires français contre le bolchévisme* (la *LVF*, qui se battit avec les Allemands sur le front de l'Est), Roger Holeindre, ancien membre de l'*OAS*...

<sup>86</sup> C'est par exemple le cas de Jean-Yves Le Gallou ou de Bruno Mégret qui rallièrent tous deux le *FN* en 1985.

<sup>87</sup> Pour plonger dans ces eaux troubles de ces liens « fraternels », lire P. PICCO, *Liaisons dangereuses. Les extrêmes droites en France et en Italie*, *op. cit.* qui a en grande partie inspiré cette troisième partie.

A notre sens, on peut néanmoins exonérer *Alleanza nazionale* qui, sous la direction de Francesco Fini, parvint à transformer son mouvement en parti conservateur de type classique, rompant définitivement le cordon ombilical qui le liait encore à Almirante. *L'aggiornamento* effectif que ce dernier établit, puisqu'il se détacha du legs néofasciste du *MSI*, ne signa pour autant pas la mort des extrêmes droites italiennes. Elles ressuscitèrent sous d'autres formes.

Tout d'abord en raison de la transformation d'un parti septentrional, originellement sécessionniste (la *Lega Lombarda* devenue *Lega Nord*), en parti ouvertement xénophobe, la *Lega*, dirigé par Matteo Salvini, actuel vice-président du Conseil et ministre des infrastructures et des transports.

Ensuite du fait d'une réapparition d'un parti postfasciste, à travers la création de *Fratelli d'Italia*, dont il faut esquisser brièvement la genèse. Silvio Berlusconi avait précédemment créé un mouvement, *Il Popolo della libertà*, dans lequel avaient conflué toutes les droites, dont *Alleanza nazionale* qui, de ce fait, acta le même jour (29 mars 2009), sa dissolution. L'Italie subit fin 2011 une récession économique qui força celui qu'on appelait le *Cavaliere* à quitter définitivement la Présidence du Conseil. Le *Popolo della libertà* soutint néanmoins le gouvernement technique Monti, ancien Commissaire européen au marché intérieur puis à la concurrence, qui n'avait jusqu'alors jamais eu de mandat politique. Durant sa présidence, certaines personnalités appartenant antérieurement à *Alleanza nazionale*, Ignazio La Russa Guido Crosetto et Giorgia Meloni, se montrèrent des plus sceptiques quant à la ligne politique du gouvernement, ce qui les amenèrent à fonder en décembre 2012 *Fratelli d'Italia* dont Giorgia Meloni prit les rênes en 2014. Elle est, depuis octobre 2023 présidente du Conseil, forte des 26 % des suffrages qui se sont portées sur ses listes, devançant très nettement ses rivaux à droite (*Forza Italia* reconstituée et la *Lega*, chacune obtenant environ 8 points), alors qu'elle n'avait recueilli que 4 % des voix exprimées cinq ans auparavant.

En France, la succession familiale de l'entreprise politique des Le Pen se fit au prix d'une transformation en réalité cosmétique. La formation héritière du *FN*, le *Rassemblement national*, créé en 2018 avec pour objectif avoué la conquête du pouvoir au moyen d'une tactique de normalisation, masque mal la continuité idéologique que cette dernière dissimule, de par les multiples glissements sémantiques apparaissant dans ses discours. L'apparition, à l'occasion de l'élection présidentielle de 2022, d'un nouveau parti d'extrême droite, *Reconquête*, dirigé par Éric Zemmour, eut pour la formation héritière du *FN* l'avantage de faire croire en un recentrage de son discours.

#### **IV. Verbe des extrêmes droites et invariants structurels**

Dans le cadre de ces derniers développements, ce qu'il importe à présent d'examiner c'est la principale des constantes de ces formations qui, dans l'Histoire sanglante de la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, a provoqué tant de drames, de massacres et de haine et distingue pourtant toujours, de façon en apparence édulcorée, les mouvements que nous étudions : on veut ici parler du racisme. Ils en recyclent en effet perpétuellement une forme désormais non assumée, sous couvert, on le répète encore, d'ethno-différentialisme, c'est-à-dire de la défense de la civilisation occidentale en regard des autres civilisations qui seraient



censées la menacer, au nom d'un prétendu « droit à la différence » (hors bien sûr les groupuscules néofascistes ou néonazis revendiqués, car se situant hors champ de cette étude dont la focale s'est portée sur les extrêmes droites institutionnelles, même si nous avons pu ponctuellement évoquer ces « ultras des extrêmes », si l'on permet cette expression).

La bataille des mots est ici primordiale. Cette « guerre de position » menée par la *Nouvelle Droite* et le *GRECE*, est le fruit d'un « gramscisme de droite », qui puise sa source dans la pensée du philosophe Antonio Gramsci, cofondateur du *Parti communiste italien*. Ce dernier, dans le cadre d'une réactualisation du concept marxiste de superstructure, entreprit de distinguer la « guerre de position », préalable à la « guerre de mouvement »<sup>88</sup>, dont il développa le contenu dans ses *Cahiers de prison*<sup>89</sup>. Pour comprendre le renversement opéré par la *Nouvelle Droite* et le *GRECE*, il faut rapidement préciser quelles sont ces deux « guerres ». C'est le concept d'« hégémonie » qu'à travers ces deux expressions le philosophe embastillé par Mussolini<sup>90</sup> voulait préciser. Si l'infrastructure au sens marxiste du terme (l'appareil de production économique) n'est pas contestée par Gramsci dans l'explication du matérialisme historique, la domination de la classe dominante, soit la bourgeoisie dans le cadre d'une économie capitaliste, s'exerce aussi par l'emprise de cette dernière sur les classes populaires. Elle fait triompher sa façon de penser le monde et de s'exprimer, de sorte que les « exploités » ne peuvent aspirer à une quelconque entreprise de type révolutionnaire. C'est pourquoi Gramsci veut promouvoir une nouvelle culture, celle-ci à destination de leurs intérêts propres, visant à repousser l'hégémonie culturelle de la classe dominante et à imposer tout au contraire la leur. C'est ce qu'il appelle la « guerre de position », préalable à la « guerre de mouvement » destinée, elle, à la conquête du pouvoir.

On comprend à présent aisément quelle peut être l'utilisation qui en est faite par les extrêmes droites. Il s'agit d'imprimer, de pilonner, de marteler les termes et idées nourris des invariants analysés dans la deuxième partie de cette étude, mais évidemment sous d'autres formes, en apparence moins polémiques (allant jusqu'à s'accaparer l'héritage républicain, en en détournant le sens<sup>91</sup>). On a pu ainsi parler en France de « Lepénisation des esprits »<sup>92</sup>, poursuivie par Marine Le Pen car, quoiqu'on en dise, l'héritage de la responsable du *RN* n'est pas uniquement biologique. Plus profondément, cette « guerre de position », en sa forme usurpée relativement aux objectifs poursuivis par le philosophe italien, permet bien d'asséner le concept d'éthno-différentialisme (sous d'autres termes plus accessibles, bien sûr, dans le cadre des discours des dirigeants).

Et pourtant, là encore, on ne prêta pas assez attention au verbe. Aux discours, aux écrits politiques. Et pourtant, ainsi que nous le rappelle Michel Wieviorka<sup>93</sup>, Martin Barker avait

---

<sup>88</sup> Pour l'étude de ces concepts, voir Patrice MOUNDOUNGA MOUITY, *Antonio Gramsci, Guerre de mouvement et guerre de position*, Paris, La Fabrique, 2012, 338 pp.

<sup>89</sup> A. GRAMSCI, *Quaderni del carcere*, Torino, Einaudi, 1948-1951 (1<sup>ère</sup> édition post mortem), traduction française : A. GRAMSCI, *Cahiers de prison*, Paris, Gallimard, NRF, en plusieurs tomes édités à partir de 1996, complétés par une édition plus abordable, ID., *Cahiers de prison, anthologie*, Paris, Gallimard, Folio Essais, 2022, 802 pp.

<sup>90</sup> Gramsci fut incarcéré de 1926 à sa mort, en 1937.

<sup>91</sup> Donnons ici pour exemple l'utilisation dévoyée de la laïcité par Marine Le Pen, n'ayant pour seul but que d'identifier un autre « ennemi », le musulman, de fait l'arabe musulman, en tant que menace civilisationnelle.

<sup>92</sup> Sur cette dernière, voir S. TISSOT, « La langue du FN et la "lepénisation" des esprits : éléments pour une grille d'analyse du racisme en France », in *Raison présente*, n° 167, 3<sup>e</sup> trimestre 2008, numéro intitulé *Démonter le langage du pouvoir*, pp. 73-86.

<sup>93</sup> M. WIEVIORKA, *Le racisme, une introduction*, Paris, La Découverte, 1998, p. 32.

« disséqué » dès 1981 les sources et intentions de ce qu'il appelait le « nouveau racisme »<sup>94</sup>. La justification de l'infériorité biologique paraissant éculée, Barker saisit et analyse fort bien comment s'est effectué le basculement vers la différenciation culturelle. Il n'est que verbe, travestissement idéologique car, de toutes les façons, le résultat de ce combat est sensiblement identique : cette différence prétendument culturelle constitue, tout comme l'était la justification du racisme « scientifique » ou biologique, une menace pesant sur l'identité du peuple mythifié, de cette nation fantasmée, anciennement de cette race « pure », celle que les extrêmes prétendent nôtre.

« On est chez nous » scandent à l'envi les militants réunis dans les meetings d'extrême droite en France, « Siamo a casa nostra, branco di figli di puttana [que l'on nous autorise ici à ne pas infliger de traduction au lecteur] » s'autorisa à écrire dans un tweet des plus fleuris Matteo Salvini, à l'occasion d'une de ses continuelles « analyses » de faits divers (il s'agissait en l'occurrence d'une émeute urbaine)<sup>95</sup>, illustration paroxystique de l'utilisation débridée qu'il fait continuellement des réseaux sociaux (nous y reviendrons).

Parce que les extrêmes droites ont toujours eu besoin d'un moteur, susceptible d'attiser la peur et d'amener les foules à les rejoindre, la figure du bouc-émissaire demeure centrale, même si, effectivement, il n'est plus le même. L'ennemi principal fut jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, « Le Juif », en tant qu'entité propre, réduit à sa nature, à sa race prétendument dominatrice visant à s'accaparer le Monde, dans le sillage notamment des pensées délirantes de Maurice Drumont ou du phantasme complotiste des *Protocoles de Sion*, pamphlet antisémite établi par les services staristes.

Il est vrai néanmoins que l'antisémitisme s'efface aujourd'hui dans les milieux d'extrêmes droites (précisons, de nouveau, dès lors qu'elles sont institutionnelles, exception peut-être faite, nous le verrons plus avant, de la *Legia*). En France, et au contraire de son père, dont les calembours plus que douteux visant à complaire à une partie à tout le moins de ses partisans lui valurent moult condamnations<sup>96</sup>, Marine Le Pen s'est montrée sans ambiguïté dans le rejet de l'antisémitisme. Le *FN* du « patriarche » s'opposait aux lois Pleven (1972) et

---

<sup>94</sup> M. BARKER, *The New Racism: Conservatives and the Ideology of the Tribe* Couverture, Toronto, Junction Books, 1981, 183 pp.

<sup>95</sup> Tweet du compte officiel de Matteo Salvini en date du 23 novembre 2017. Il s'agissait ici en l'occurrence d'une émeute urbaine à... Mantes-La-Jolie, en région parisienne. L'inconscient du *Capitano*, ainsi qu'il se fait appeler par ses partisans, trahit ici quelle est la maison (*casa nostra*) qu'il prétend sienne, qu'il prétend nôtre, qu'il prétend être celle de son « public », le « peuple » : elle n'est pas en réalité l'Italie puisque l'émeute urbaine se déroulait en France. Elle se situe en un ailleurs, un méta-*topos*, l'Occident. Allons plus avant en citant l'intégralité du Tweet de Salvini. Il y écrit : « A Mantes-la-Jolie, près de Paris, dans le quartier aux mains des immigrés et des islamistes, guerre urbaine contre la police : cocktails Molotov, tirs de mortier et voitures incendiées. Le motif ? Avoir arrêté l'un d'entre eux lors d'un contrôle ». Sans connaissance aucune du dossier, « l'un d'entre eux » est donc fatalement assimilé à la figure de l'ennemi. Ce « l'un d'entre eux » est nécessairement, comme ceux qui se livrent à l'émeute, un immigré (ainsi que le postule Salvini), soit, par paralogisme, un islamiste, c'est-à-dire un terroriste en puissance, qui se dresse contre l'Etat, représenté par les forces de l'ordre. De ces simples mots jaillit le règne de l'amalgame qui sourd de la phraséologie typique de l'extrême droite. La logique, fallacieuse, est implacable. Immigré = voyou = islamiste = potentiel terroriste = guerre contre l'Etat (à travers ici les forces de l'ordre) = guerre contre notre maison (*casa nostra*), c'est-à-dire contre notre civilisation, soit l'Occident. Ce qu'il fallait démontrer. Il s'agit là d'un chef d'œuvre de sophisme, malheureusement efficace, et dont la substance sera maintes fois reprises, dépassant toute satiété. Mais, répétons-le encore, il y a un au-delà de l'Etat, un au-delà du pays, il y a cette *casa nostra*, l'Occident, cette zone assiégée qu'il s'agit à tout coût de défendre. La défense de ce méta-*topos* fantasmé, parce que martelé, a pour seule fonction d'imprégner *ad nauseam* les esprits, jusqu'à ce qu'elle devienne « évidence », « Vérité ».

<sup>96</sup> « Les chambres à gaz sont un détail de l'histoire », « Durafour crématoire », « On en fera une fournée la prochaine fois »

Gayssot (1990) et flirtait complaisamment avec le révisionnisme délictualisé par cette dernière, quand le *RN* les accepte dorénavant. Cela fut acté publiquement par Sébastien Chenu, vice-président de l'Assemblée nationale, dans un entretien qu'il accorda le 26 octobre 2022 à Radio J (radio confessionnelle juive). Il déclara en effet qu'il n'avait « aucun problème à reconnaître une loi condamnant le négationnisme », qualifié d'« abominable » et condamnable « sans aucune ambiguïté », revenant donc définitivement sur la vieille revendication de l'abrogation de la loi Gayssot, autrefois jugée « liberticide » par le *FN*, période paternelle.

En Italie, le même chemin avait été emprunté dix-neuf ans plus tôt par Gianfranco Fini, chef d'*Alleanza nazionale* et alors numéro deux du Gouvernement Berlusconi, dans un voyage qu'il effectua en Israël du 23 au 26 novembre 2003. Les images du dirigeant du parti postfasciste s'inclinant, kippa sur la tête, devant le Mur des Lamentations, frappèrent l'opinion transalpine. Au cours de sa visite à Yad Vashem, il dénonça « les infâmes lois raciales voulues par le fascisme en 1938 », et condamna la République sociale italienne (*RSI*), créée en 1943 par Mussolini, affirmant qu'il s'agissait d'« une page honteuse du passé de l'Italie », ajoutant que ce fut « l'époque du mal absolu ». La période du *MSI* de Giorgio Almirante, dont il fut pourtant le dauphin et épousa longtemps les thèses, était, cette fois, clairement révolue.

Si la condamnation fut moins spectaculaire, elle est pour autant la parole officielle de Giorgia Meloni qui a par ailleurs affirmé regretter ses propos de 1996 quand elle était militante à la formation jeunesse d'*AN* (Mussolini disait-elle alors était un « bon politicien » qu'elle définissait comme « une personnalité complexe à considérer dans son contexte historique »).

En revanche, la *Lega* de Matteo Salvini est beaucoup moins claire à ce sujet. Lorenzo Fontana, alors ministre de la famille et membre de cette formation, déclara en effet en 2018 « Abrogeons la loi Mancino [la loi dite Mancino de 1993 condamne l'apologie du fascisme et sanctionne aussi toute forme de discrimination raciale, ethnique, et religieuse] qui en ces années étranges s'est transformée en une norme utilisée par les mondialistes pour habiller d'antifascisme leur racisme anti-italien ! ». Matteo Salvini, alors ministre de l'intérieur et vice-président du conseil du gouvernement Conte l'avait en cette occasion clairement soutenu, n'hésitant pas à affirmer « Je suis avec Fontana. Aux idées, même les plus étranges on répond avec d'autres idées et non avec les menottes »<sup>97</sup>.

On retrouve aussi en France, dans le parti *Reconquête*, des relents nauséabonds, Éric Zemmour prétendant contre l'évidence que Pétain aurait sauvé les juifs français et que l'innocence du capitaine Dreyfus n'était en réalité pas établie. Les contre-vérités, approximations et transgressions sont légion chez Zemmour, à telle enseigne qu'elles ont fait l'objet d'une réfutation systématique par un collectif d'historiens<sup>98</sup> démolissant entre autres, s'il en était encore besoin, la thèse du glaive et du bouclier et celle de la protection des juifs français. La langue de Zemmour, pour reprendre le titre éponyme de l'ouvrage de

---

<sup>97</sup> Pour plus de précisions lire, sur l'extrême droite italienne et l'antisémitisme, C. CAZALÉ BÉRARD « Aspects de l'antisémitisme actuel en Italie : un panorama en clair-obscur », in *Tsafon. Revue d'études juives du Nord*, n° 75, 2018.

<sup>98</sup> A. AGLAN, F. BESSON, J.-L. CHAPPEY, V. DENIS, J. FOA, C. GAUVARD, L. JOLY, M. LARRÈRE, A. LOEZ, G. Noiriél, N. Offenstadt, P. Oriol, C. Rideau-Kikuchi, V. Sansico, S. Bénault, *Zemmour contre l'histoire*, Paris, Gallimard, coll. tracts (n° 34), 2022.

sémiolinguistique qui lui est consacré par Cécile Alduy<sup>99</sup>, semble être le décalque de Le Pen père, en ce sens qu'elle se nourrit de provocations spectaculaires, l'ancien journaliste n'ayant cure des multiples condamnations prononcées contre lui, tant elles lui permettent de s'ériger en victime, autre classique usé jusqu'à la corde par les dirigeants d'extrême droite.

« Le Juif », en tant que figure honnie, a apparemment disparu dans les autres mouvances, il n'est plus la figure de « l'ennemi ». Le réprouvé n'est plus le même. Ce n'est plus, croit-on, l'individu stigmatisé en tant que tel, on veut dire en tant que constitutif de la race, par métonymie. C'est à présent un groupe, l'islam, volontairement confondu par exemple par un Zemmour avec l'islamisme (dont il affirme l'identité en raison du projet politique contenu dans le Coran et dans les sourates du Prophète). Ce n'est plus l'individu, c'est le groupe, c'est l'Oumma, en tant que communauté universelle des musulmans, en tant que nation universelle des disciples de Mahomet (selon la traduction du terme en français). C'est la Charia (loi canonique de l'islam) dont on redoute qu'elle finisse par s'imposer en France par le truchement du « grand remplacement »<sup>100</sup>, figure si redoutée d'un projet caché de l'Etat profond (le *Deep State* « créé » de toutes pièces par les complotistes étatsuniens d'extrême droite). Mais ce ne sont pas tous les musulmans qui sont en réalité visés, ce sont principalement les arabes de confession musulmane qui sont devenus la principale cible, le nouvel « ennemi ». On retrouve cette constante dans les discours de quatre formations principales d'extrêmes droites en Italie et en France. Bien évidemment, « L'Arabe » n'est pas explicitement mentionné comme l'était « Le Juif », les nouveaux idéologues ayant fait leur œuvre et soupesant leurs mots, ensuite relayés par les dirigeants. Mais il est clairement identifié, il n'est point besoin d'être grand clerc pour saisir l'infratexte.

Dans trois ouvrages remarquables, Cécile Alduy et Stéphane Whanich d'une part, Raphaël Llorca d'autre part<sup>101</sup>, ont décrypté, à travers une analyse sémiolinguistique poussée, la permanence de l'idéologie de ce que l'auteur de ces lignes a appelé « le nouveau terreau » en son acte I<sup>er</sup> des extrêmes droites françaises. Cet acte II de ce « nouveau compost », apparu dans les années 2010 (*RN, FdI*) voudrait mettre en scène une prétendue « dédiablement ». Elle n'est en réalité que le palimpseste de l'idéologie forgée en France, sous l'ombre et la protection du *MSI* avec l'apparition de l'extrême droite tout d'abord groupusculaire et clandestine, puis institutionnelle.

Essayons modestement de nous inspirer des enseignements de ces auteurs à travers quelques extraits de deux discours que les dirigeantes italiennes en apparence plus présentables, Marine Le Pen et Giorgia Meloni, quand leurs comparses, Salvini<sup>102</sup> et Zemmour, utilisent finalement le « nouveau terreau », Acte I, maniant à l'envi provocations, accusations voire anathèmes, replongeant sciemment dans les années 1970-1980.

On a choisi deux discours, celui prononcé par Marine Le Pen à Fréjus le 17 septembre 2016, sept mois avant le premier tour de l'élection présidentielle de 2017, et celui formulé par

---

<sup>99</sup> C. ALDUY, *La langue de Zemmour*, Paris, Seuil, coll. Libelle, 2022, 60 pp.

<sup>100</sup> R. CAMUS, *Le grand remplacement : introduction au remplacisme global*, Paris, 2021, La Nouvelle Librairie (éd.), 586 pp.

<sup>101</sup> C. ALDUY, S. WAHNICH, *Marine Le Pen prise aux mots. Décryptage du nouveau discours frontiste*, Paris, Seuil, 2015, 320 pp. ; C. ALDUY, *La langue de Zemmour*, op. cit. ; R. LLORCA, *Les nouveaux masques de l'extrême droite. La radicalité à l'ère Netflix*, Paris, Les éditions de l'aube, 2022, 128 pp.

<sup>102</sup> Sur l'emploi de la toile numérique par Salvini, révélateur de ses outrances, qu'il soit permis de renvoyer à J. GIUDICELLI, « De la bête politique à la bestia numérique. L'utilisation des réseaux sociaux par Matteo Salvini », in M. BARDIN, S. SCHMITT (dir.), *Etat, droit et mutation numérique*, Aix-Marseille, PUAM, 2023, pp. 37-50.

Giorgia Meloni à Rome le 19 octobre 2019, quatre semaines avant les européennes de la même année. Deux discours programmatiques donc, en regard des échéances électorales. Quoiqu'elles se défont aujourd'hui l'une l'autre, la première nourrissant des affinités avec Salvini, la seconde avec Zemmour, leur idéologie profonde ne diffère pas.

La responsable française affirmait il y a six ans que « La France, c'est d'abord le peuple français, notre peuple [...]. Ce sont des millions de femmes et d'hommes fondamentalement unis par des liens invisibles mais irréductibles, unis par l'amour d'un pays, par l'attachement à une langue et une culture ».

On retrouve ici l'invariant d'un peuple uni, homogène, entité globale autant que fantasmagorique, confondant en vérité (constante de l'extrême droite) peuple et nation. Que l'on se reporte au discours prononcé à la Sorbonne par Ernest Renan en 1882<sup>103</sup> : « Une nation est une âme, un principe spirituel. Deux choses qui, à vrai dire, n'en font qu'une. L'une est dans le passé, l'autre dans le présent. L'une est la possession en commun d'un riche legs de souvenirs, l'autre est le consentement actuel, le désir de vivre ensemble, la volonté de continuer à faire valoir l'héritage qu'on a reçu indivis ». Comment mieux définir la nation, entité en vérité insaisissable, comment mieux affirmer que la nation puise dans le passé, dans l'héritage, dans ce legs dont on ne sait vraiment de quoi est-il constitué ? Valmy ou Charles Martel, la Résistance ou ce « lien invisible », ainsi que l'énonce l'oratrice de Fréjus ? Partant, la confusion qu'opère Marine Le Pen n'est-elle pas volontaire ?

Plus loin elle assène que « le monde ne survivra que par la diversité humaine, culturelle, la biodiversité », thèse classique de l'ethno-différentialisme issu du « gramscisme de droite » dans les années 1970. « Personne ne doit ignorer », poursuit-elle, « que cette élection présidentielle met en jeu une alternative implacable, soit la France, sa souveraineté, son *identité, ses valeurs* [c'est nous qui soulignons], sa prospérité, soit un pays que nous ne reconnâtrons plus, qui nous sera devenu *étranger*. Je vous le dis, il n'y aura plus de France sans *identité* ». C'est un discours de combat, où l'implicite transparait dans l'infratexte. Où l'on voit réapparaître le Eux et le Nous, cet Ami et cet Ennemi, ce Eux/Ennemis qui détruiraient l'identité de la France, ce Nous/Amis qui la préserveraient. Ce peuple fantasmé, cette nation confondue, révèlent de façon paradigmatique la conception organiciste fondatrice du discours des extrêmes droites, génératrice de ce « racisme moderne », dont ces mouvances se défendent continuellement. « Nous, citoyens français, nous, peuple français, ne décidons plus de notre destin. Nos lois ne sont plus nos lois, nos codes et nos mœurs ne sont plus nos codes et nos mœurs ». Le Eux/Ennemis, celui que l'on ne désigne pas encore dans le discours, Marine Le Pen le fera plus loin, est pourtant clairement identifiable, c'est l'immigration, c'est la population musulmane qui imposerait insidieusement sa religion, sa culture, et détruirait l'identité de la France.

Malgré les différences en matière économique, Giorgia Meloni étant clairement libérale<sup>104</sup>, Marine Le Pen se prétendant sociale<sup>105</sup>, le discours qu'elle prononce à Rome en septembre 2019 est tout à fait similaire.

---

<sup>103</sup> La conférence que donna le philosophe a été publiée, en son édition originale, en 1887. Voir E. RENAN, *Où est-ce qu'une nation*, Paris, Flammarion, coll. Champs classiques, 2011, (rééd.), 128 pp.

<sup>104</sup> Elle a par exemple supprimé le « revenu universel », en réalité proche du RSA français, mis en place quelques années plus tôt à la demande du *Mouvement cinq étoiles*, qui comptait alors des ministres dans le Gouvernement Conte.

<sup>105</sup> Lire à ce sujet V. IGUNET « La conversion sociale du FN, mythe ou réalité ? in *Revue Projet*, 2016/5, (n° 354), pp. 35-40.

La présidente, alors, de *Fratelli d'Italia* interroge : « Savez-vous, quelle est la première mesure qu'ils ont programmée [sont ici visés les parlementaires au soutien du Gouvernement Conte II, alliance étonnante entre le *Mouvement cinq étoiles*, politiquement inclassable et le *Parti démocrate*, de centre gauche, succédant au Gouvernement Conte I<sup>106</sup>, résultant d'une coalition entre le *M5S* et la *Lega*] ? La première mesure que ces messieurs ont programmée au Parlement est la loi Boldrini pour donner la citoyenneté automatique aux immigrés. Ils vous disent qu'ils veulent donner la citoyenneté aux enfants étrangers qui étudient avec nos enfants dans nos écoles, mais ce n'est pas vrai : la vérité, c'est qu'ils utilisent les enfants comme boucliers humains pour donner la citoyenneté à tout le monde ! Car c'est ce que prévoit la loi Boldrini. Nous disons non, et nous avons déjà recueilli 100 000 signatures, parce que *la citoyenneté italienne ne se donne pas* [c'est nous qui soulignons] ! Si vous voulez être citoyen italien, vous devez le vouloir, vous devez transpirer pour l'obtenir, vous devez le mériter. Et lorsque la citoyenneté vous est accordée, vous devez la célébrer. C'est ainsi que cela fonctionne chez nous : *la citoyenneté n'est pas un droit, c'est une récompense pour ceux qui respectent nos règles, nos lois et notre identité* ».

Conception organique du peuple/Nation, discours identitaire, désignation du Eux, les immigrés, nous retrouvons là encore, s'il en était besoin, les invariants de l'extrême droite.

Décidément, et pour conclure, répétons-le une dernière fois : on ne prête pas assez attention au verbe. Aux discours, aux écrits politiques. Aux mots qu'ils véhiculent et sont, déjà, en réalité des actes.

---

<sup>106</sup> Sur cet étonnant attelage, voir. M. LAZAR, « Une nouvelle épreuve pour la démocratie italienne », in *Pouvoirs*, 2019/2 (n° 169), pp. 47-59.